ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1949	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς Φύλλου 292

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νομοθετικὰ Διατάγματα

Ν. Δ. 1273. Περὶ κυρώσεως τῆς μετὰ τοῦ νέου Κράτους τοῦ Λιβάνου ὑπογραφείσης ἐν Βηρυττῷ Συμβάσεως Προξενικῆς, Ναυτιλίας Ἐμπορικῶν καὶ Ἀστικῶν δικαιωμάτων καὶ ἐγκαταστάσεως 1

Ν. Δ. 1274. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεών τινων περὶ ἀπογραφῆς Δωδεκανησίων Ναυτικῶν 2

Ν. Δ. 1278. Περὶ συνάψεως συμβάσεων περαιτέρω παροχῆς ὑπηρεσιῶν ὑπαλλήλων τοῦ Καπνολογικοῦ Ἰνστιτούτου 3

Ν. Δ. 1280. Περὶ παρατάσεως τῆς ἰσχύος τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Α. Ν. 772)45 «περὶ προσλήψεως ἐκτάκτου δακτυλογραφικοῦ προσωπικοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ τῶν Ἐξωτερικῶν κ.λ.π.» 4

Ν. Δ. 1281. Περὶ συμπληρώσεως τοῦ ἄρθρου 42 τοῦ Νόμου 4952 ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως ... 5

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1273.

Περὶ κυρώσεως τῆς μετὰ τοῦ νέου Κράτους τοῦ Λιβάνου ὑπογραφείσης ἐν Βηρυττῷ Συμβάσεως Προξενικῆς, Ναυτιλίας, Ἐμπορικῶν καὶ Ἀστικῶν δικαιωμάτων καὶ ἐγκαταστάσεως.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΣ' τῆς 24 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Βηρυττῷ ὑπογραφεῖσα ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος τὴν 6ην Ὀκτωβρίου 1948 Σύμβασις Προξενική, Ναυτιλίας, Ἐμπορικῶν καὶ Ἀστικῶν δικαιωμάτων καὶ ἐγκαταστάσεως, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει ἕπεται :

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

TRAITE CONSULAIRE, DE NAVIGATION, DE DROITS CIVILS ET COMMERCIAUX ET D' ETABLISSEMENT ENTRE LA GRECE ET LE LIBAN

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement de la République Libanaise, désireux de conclure un Traité consulaire, de navigation, de droits civils et commerciaux et d'établissement entre la Grèce et le Liban, ont à cet effet, désigné leurs Plénipotentiaires :

Pour le Gouvernement Royal Hellénique :

Monsieur Nicolas Hadji Vassiliou, chargé d'Affaires de Grèce au Liban.

Pour le Gouvernement de la République Libanaise :

Monsieur Mohamed Ali Hamade, Directeur des Affaires Politiques, Directeur Général par intérim du Ministère des Affaires Etrangères et des Libanais d' Outre-Mer.

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Conditions d'Etablissement

Article Premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en observant les lois et réglements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir sur le territoire de l'autre Partie, sauf dans les localités ou zones interdites ou l'abandonner en tout temps, sans être soumis à des restrictions de quelque nature qu'elles soient autres que celles auxquelles sont ou seront soumis les nationaux.

La disposition ci-dessus ne porte pas atteinte aux prescriptions et mesures spéciales en vigueur ou à édicter par chacune des Hautes Parties Contractantes, concernant l'immigration ou l'admission et l'emploi des travailleurs et salariés étrangers.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui a trait aux taxes de séjour et aux formalités des passeports et de visas imposées aux étrangers.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne pourront se voir refuser l'accès du territoire de l'autre, ou s'ils y sont déjà établis, ne pourront en être expulsés que dans l'un des cas suivants :

a) s'ils ont été condamnés pour un crime ou un délit punissable de plus de trois ans d'emprisonnement

b) s'ils se sont rendus coupables d'activités de nature subversive ou portant atteinte à l'ordre public ou à la tranquilité, la morale ou la santé publiques.

c) s'ils sont indigents ou à la charge de l'Etat.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre et en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, notamment par voie d'achat, échange, donation, succession, testament ou de toute autre manière, de les posséder et d'en disposer librement.

Ils auront, en outre, en se conformant également aux lois et règlements en vigueur, le droit d'exercer toute industrie ou commerce ainsi que tout métier ou profession dont l'exercice, suivant la loi locale, n'est pas ou ne serait pas réservé aux nationaux ou ne ferait pas l'objet d'une réglementation spéciale.

Article 3.

Les établissements scolaires, ainsi que les communautés, associations et fondations de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre Partie, le droit d'exercer librement leur activité qu'elle ait un objet pédagogique ou scientifique, d'hospitalisation ou d'assistance, aux seules conditions de se conformer aux lois et règlements du pays, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public.

Ils pourront maintenir leur personnel actuel, de même qu'ils pourront employer, dans la limite des besoins de l'organisation, un personnel étranger, sans préjudice du droit général de contrôle que possède le Gouvernement de Chacune des Hautes Parties Contractantes sur l'entrée et le séjour des étrangers sur son territoire.

Article 4.

Les ressortissants et les sociétés ou associations de chacune des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs biens, droits et intérêts ne seront assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à des droits, taxes, impôts, contributions ou charges fiscales quelconques, autres ou plus onéreux que ceux qui sont perçus en pareil cas sur les nationaux, leurs sociétés ou associations.

Les précédentes dispositions ne s'appliquent pas aux taxes et charges relatives aux concessions de fouilles archéologiques, aux concessions et à l'exploitation de l'énergie hydroélectrique, des forêts des mines et autres richesses du sous-sol, ainsi que des raffineries et autres installations pétrolières, lesquelles charges et taxes ne seront pas, toutefois, plus onéreuses que celles réclamées aux ressortissants d'un Etat tiers.

Les ressortissants et les sociétés ou associations de l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront taxés par l'autre Partie qu'à raison de la part d'actif social qu'ils ont investi sur son territoire, des bénéfices qu'ils y réalisent ou des affaires qu'ils y pratiquent.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire. Ils ne seront soumis à d'autres prestations ou réquisitions militaires et civiles qu'en temps de guerre et dans la mesure et aux conditions prévues pour les nationaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, quant à leurs biens, sur le territoire de l'autre, de la plus entière protection des lois, tribunaux et autorités, à l'égal des nationaux.

Comme les nationaux, ils auront libre accès devant les tribunaux. A tous les degrès de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, ils jouiront comme ceux-ci , de la liberté de choisir dans tous les procès leurs avocats, avoués ou agents parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions, selon les lois du territoire en question.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre, dans les mêmes conditions que les nationaux, à la législation territoriale, aux principes généraux du droit international, aux lois, décrets arrêtés et règlements en matière criminelle, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autre.

Ils resteront toutefois assujettis, quant au statut personnel, aux prescriptions de leur loi nationale.

Si une succession d'un Grec au Liban ou d'un Libanais en Grèce tombe en déshérence, il sera disposé des biens mobiliers ou immobiliers, faisant partie de cette succession, suivant les lois de l'Etat auquel ressortissait le de cujus.

Clauses Commerciales et de Navigation

Article 7.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Grèce et le Liban.

Les deux Etats s'engagent à prendre des mesures internes et internationales appropriées en vue de favoriser les relations économiques mutuellement avantageuses, dans le cadre des relations économiques mondiales.

Article 8.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles et financières, les compagnies d'assurances et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et sont régulièrement constituées d'après sa législation, seront reconnues de plein droit, comme existant régulièrement , par l'autre Partie.

Ces sociétés pourront, en se soumettant aux lois et règlements du pays, acquérir tous biens mobiliers et immobiliers.

Pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs biens, les dispositions de l'article 5 leur seront applicables.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels ou de fabrique de toute espèce.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour donner pleine et entière application dans leurs relations réciproques, aux stipulations de la Convention d'Union de Paris du 29 Mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à la Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934.

Article 10.

Les voyageurs de commerce qui représentent des négociants ou industriels domiciliés sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes bénéficieront, à leur entrée et pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie, et à leur sortie du dit territoire, pourvu que leur séjour ne dépasse pas six mois, du traitement de la nation la plus favorisée en matière de taxation et autres facilités. Leur qualité sera établie, le cas échéant, par un certificat de la maison qu'ils représentent, légalisé par l'autorité consulaire du lieu.

Les articles importés à titre d'échantillon bénéficieront de la franchise douanière sous condition d'être réexportés dans le délai maximum de six mois.

Ne pourront toutefois être admis en franchise les articles que les autorités du pays d'importation estimeront ne pouvoir être identifiés au moment de leur exportation.

Article 11.

La nationalité des navires de chacune des Hautes Parties Contractantes, déterminée selon les lois et règlements qui y sont en vigueur, sera reconnue par l'autre Partie pour l'application des dispositions du présent Traité.

Article 12.

Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phares, de quarantaine, de courtage, de balisage, de quais ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire et sont perçus au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposées à l'arrivée, séjour et sortie , dans les ports de l'un des deux pays, aux bâtiments de l'autre, qui ne seraient pas également et dans les mêmes conditions imposés aux navires de la nation la plus favorisée.

Cette égalité de traitement aura son effet à l'égard des navires de chacune des Hautes Parties Contractantes de quelque port ou place qu'ils arrrivent et quelle qu'ait été leur destination au départ.

Article 13.

Les navires de commerce de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront se rendre dans les ports de l'autre Partie, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons à destination de l'étranger.

Les Hautes Parties Contractantes s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée relativement au cabotage et au remorquage, pilotage et autres services des ports.

Il en sera de même de la pêche dans les eaux territoriales jusqu'à vingt kilomètres de la laisse de basse mer.

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'octroi de toutes subventions, primes, ristournes détaxes et autres exemptions destinées à favoriser le développement de la marine marchande nationale ou de la pêche nationale.

Clauses Consulaires

Article 14.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et autres localités du territoire de l'autre Partie.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent toutefois le droit de refuser l'établissement de consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans certaines localités ou portions du territoire, pourvu que cette réserve soit également appliquée à toutes les Puissances.

Les consuls ainsi que les autres fonctionnaires consulaires pourront être de carrière ou honoraires.

Si le fonctionnaire honoraire est ressortissant du pays où il aura à exercer les fonctions consulaires, l'assentiment du dit pays devra être préalablement obtenu par la voie diplomatique.

Sur présentation de leurs lettres de provision, les consuls seront réciproquement admis et reconnus par le Gouvernement de l'Etat de leur résidence selon les règles et formalités en usage dans cet Etat, l'exequatur pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans retard et sans frais.

Le Gouvernement de l'Etat de résidence informera immédiatement de la nomination du consul les autorités compétentes de la circonscription consulaire et ces dernières, sur cet avis ou sur la présentation de l'exequatur, devront prendre sans délai toutes mesures utiles pour que le consul puisse s'acquitter des devoirs de sa charge et jouir des droits, privilèges et immunités reconnus par le présent Traité.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès d'un chef de poste, les fonctionnaires adjoints seront autorisés dans l'ordre fixé par l'Etat dont ils relèvent, à exercer par interim les fonctions du titulaire, à condition que leur caractère officiel ait été porté auparavant à la connaissance des autorités compétentes.

Article 15.

Les consuls pourront apposer sur la maison où sont installés leurs bureaux ou chancelleries l'écusson des armes du pays qu'ils représentent avec les indications d'usage dans la langue officielle de leur Etat, arborer le pavillon de ce pays aux jours de solennités officielles, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage. Toute-

fois, ces marques extérieures ne pourront jamais être interprètées comme constituant un droit d'asile.

Article 16.

L'ensemble des pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et le local spécialement affecté au dépôt des archives consulaires sont inviolables. Ces pièces et ce local doivent être parfaitement distincts des pièces servant à l'habitation personelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages.

Les consuls de carrière et les autres fonctionnaires de carrière, sujets de l'Etat qui les a nommés jouiront de l'exemption de toutes contributions directes ayant le caractère d'impôt personnel établies par l'Etat de leur résidence ou par une autorité quelconque qui en relève.

Les consuls honoraires et les autres fonctionnaires honoraires seront seuls autorisés à exercer un commerce ou toute autre activité différente de leur fonction. Ils seront exempts des réquisitions et des logements militaires uniquement pour les locaux affectés à leur chancellerie et à leurs archives consulaires.

Pendant un delai de six mois après leur entrée en fonction, les consuls et tous les autres fonctionnaires consulaires de carrière, citoyens de l'Etat qui les a nommés, sont autorisés, en rejoignant leur poste sur le territoire de l'autre Etat, à faire entrer leur mobilier et les effets et ustensiles de ménage destinés à leur usage personnel ou à l'usage de leur famille.

Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, jouiront de l'immunité personnelle. Ils ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif que pour les infractions qui, en vertu de la législation locale sont qualifiées crimes et punies comme tels.

En cas de poursuite judiciaire, d'arrestation ou de mise en accusation du consul ou de l'un des fonctionnaires ci-dessus, le Gouvernement de l'Etat de leur résidence informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat dont il relève.

Les Consuls et les autres fonctionnaires consulaires de carrière ou honoraires pourront se refuser à déposer sur tous faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et à produire des pièces dont ils seraient détenteurs en opposant le secret professionnel ou d'Etat. Au cas où l'autorité judiciaire n'admettrait pas le bien-fondé de cette exception, elle devra s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard du dit fonctionnaire consulaire. Les difficultés qui surgiraient à cette occasion devront toujours être réglées par la voie diplomatique.

Article 17.

Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes sont admis à protéger les ressortissants de l'Etat qui les a nommés et à défendre en vertu du droit et des usages internationaux tous droits et intérêts de ces ressortissants.

A cet effet, ils pourront s'adresser aux autorités administratives et judiciaires de leur circonscription en vue d'obtenir les renseignements et explications nécessaires; ils pourront aussi s'adresser à toutes les autorités administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux conventions et traités existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

Article 18.

Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes ont, s'ils y sont autorisés par les lois ou réglements du pays qui les a nommés, le droit de délivrer à leurs ressortissants des passeports et autres pièces d'identité ainsi que de viser tous passeports, certificats d'origine et de provenance de marchandises et autres documents.

Article 19.

Les consuls pourront recevoir les déclarations de naissance et de décès de leurs nationaux, sans préjudice de l'obligation des intéressés d'effectuer les déclarations imposées par les lois du pays de résidence.

Ils pourront célébrer les mariages de leurs ressortissants et recevoir les déclarations de répudiation et de divorce par consentement mutuel lorsque les conjoints sont ressortissants de leur Etat et dans les cas où leur loi nationale les y autorise.

Ils pourront recevoir les actes de reconnaissance d'enfants lorsqu'ils émanent d'un de leurs ressortissants, dresser des actes de constatation d'héritiers, recevoir et enregistrer tous actes ou déclarations d'état-civil de leurs ressortissants et toutes autres déclarations de ces derniers avec ou sans serment.

Article 20.

Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes auront le droit, s'ils y sont autorisés par les lois ou règlements de l'Etat qui les a nommés :

(1) de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit aux domicile des parties, les déclarations que pourraient avoir à faire leurs ressortissants, et à bord des navires maritimes et fluviaux de leur Etat celle des capitaines, des gens de l'équipage et des passagers.

Ces déclarations ne pourront toutefois avoir d'effet par devant les autorités du pays de résidence, qu'en accord avec la législation de ce dernier ;

(2) de recevoir, dresser et légaliser, au même titre que les notaires ou les autorités en remplissant les fonctions, les actes juridiques y compris les dispositions testamentaires des ressortissants de l'Etat qui les a nommés, et publier les testaments rédigés par eux en leur qualité officielle et déposés au consulat ou présentés après le décès du testateur.

Toutefois, les actes juridiques entre vifs concernant la constitution ou le transfert d'un droit réel sur les immeubles situés sur le territoire de l'Etat de résidence devront être soumis aux formalités des inscriptions ou transcriptions conformément à la loi du dit Etat.

Article 21.

Les consuls des deux Hautes Parties Contractantes auront le droit d'organiser, conformément à leur propre loi, la tutelle et la curatelle de leurs ressortissants résidant dans le ressort du Consulat.

Les autorités locales leur signaleront toutes circonsstances rendant nécessaire l'organisation d'une tutelle ou d'une curatelle de l'un de leurs ressortissants.

La connaissance de toutes demandes et contestations en matière de tutelle et de curatelle appartiendra aux juridictions et autres autorités compétentes du pays dont relève l'incapable, sans préjudice des lois concernant le régime immobilier.

Le consul donnera connaissance aux autorités administratives du pays de résidence du tuteur ou du curateur qu'il aura désigné.

Article 22.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes en donneront immédiatement avis au consul de la circonscription où le décès a eu lieu et lui fourniront tous renseignements susceptibles de révéler l'existence de dispositions testamentaires et d'identifier et retrouver tous héritiers et successeurs.

Article 23.

Lorsqu'un Hellène laisse des biens au Liban ou un Libanais laisse des biens en Grèce, quelles que soient les qualités et la nationalité des héritiers et autres ayants droits, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou

présents, connus ou inconnus, le consul aura qualité pour apposer les scellés soit d'office, soit à la requête de toute partie interessée, sur tous les effets mobiliers et papiers du défunt, en présence de l'autorité locale ou celle dûment appelée.L'autorité locale aura le droit de croiser de ses scellés ceux du consul.

La levée des scellés se fera par le consul en présence de l'autorité locale compétente ou celle dûment appelée. Les doubles scellés ne pourront toutefois être levés que de commun accord avec l'autorité locale compétente ou en vertu d'une décision de justice.

Article 24.

Si les héritiers ne sont pas connus, ou si parmi eux ou les autres ayant droits il s'en trouve dont l'existence est incertaine ou le domicile inconnu, ou qui ne sont pas présents ni dûment représentés, ou qui sont mineurs ou incapables, ou si étant tous majeurs et présents ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, le consul, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme séquestre des biens de toute nature laissées par le défunt, chargé de plein droit d'administrer et de liquider la succession. En conséquence, il pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays, à la vente des meubles et objets mobiliers susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, recevoir les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et les fermages échus,faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt ou recouvrés depuis le décès, acquitter les charges urgentes et les dettes de la succession, prendre, en définitive, toutes mesures susceptibles de rendre l'actif net et liquide.

Si dans un délai de six mois à partir de la notification du décès au consul, des héritiers ou autres ayant droits ne se sont pas présentés, le consul pourra, en tant que représentant de droit des absents, se faire remettre par le curateur, l'administrateur ou toute autorité les détenant, les parts non réclamées de l'actif de la succession. Il devra à cet effet, produire tous documents et justifications exigés des héritiers et autres ayants-droits.

La connaissance de toutes demandes et contestations en matière de succession ab intestat ou testamentaire appartiendra au juridictions et autres autorités compétentes du pays dont ressortissait le défunt, sous réserve, quant aux immeubles, des lois territoriales qui les régissent.

Toute déclaration contre la succession ne reposant pas sur un titre d'hérédité ou une disposition testamentaire peut être jugée par les Tribunaux du pays de l'ouverture de la succession, à moins que la réclamation n'ait pour objet un droit réel sur un immeuble situé en dehors de ce pays.

Article 25.

Lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants, absents ou incapables et non représentés seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité du défunt, le Consul aura le droit de requérir de l'autorité locale compétente les mesures auxquelles il est habilité à procéder lui-même, en vertu des articles 22 et 24 al. 1er.

Article 26.

Les consuls de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en se conformant aux règlements en vigueur, faciliter l'entrée et la sortie des navires battant leur pavillon national et leur prêter toute aide nécessaire pendant la durée du séjour desdits navires dans un port de leur circonscription consulaire.

Les consuls pourront, à bord des navires de commerce battant leur pavillon national, interroger les capitaines et l'équipage et recueillir des renseignements des passagers, examiner les papiers de bord, dresser des manifestes, recevoir conformément aux stipulations du présent Traité des déclarations sur le voyage, la destination et les incidents de la traversée et procéder, par tous experts, à toute vérification en cas d'avarie, ou toute enquête en cas de sinistre, lorsque cette vérification ou cette enquête est prévue par leur loi nationale.

Les représentants des autorités judiciaires et administratives ainsi que les fonctionnaires de la douane de l'une des Hautes Parties Contractantes ne pourront entreprendre, dans un port où réside un consul de l'autre Partie, à bord des navires de commerce battant le pavillon de celle-ci, ni recherches ni perquisitions, ni y opérer des arrestations, sauf en cas de flagrant délit, ni procéder à des mesures quelconques impliquant des moyens de contrainte, sans prévenir préalablement ou, en cas d'urgence, au moment même de la mesure envisagée, le consul de la nation à laquelle appartient le bâtiment afin qu'il puisse y assister.

Les autorités locales devront également aviser en temps opportun le consul pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines ou l'équipage auraient à faire devant les tribunaux locaux ou l'administration locale.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls déterminera le lieu et l'heure de la mesure envisagée. Si les consuls négligent de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Auquel cas les autorités locales seront tenues d'en informer sans délai le consul et d'indiquer, le cas échéant, les motifs de l'urgence. Il en sera de même lorsque le consul ne réside pas dans le port.

Toutefois l'intervention des consuls ne sera pas requise pour l'accomplissement, par les autorités locales, des formalités ordinaires à l'arrivée et au départ des navires en conformité des réglements de navigation de douane et de santé.

Article 27.

Les consuls, dans les limites prévues par la légiscation de l'Etat qui les a nommés, sont chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands battant leur pavillon national. Ils pourront confier, en cas de besoin, les fonctions de capitaine à une personne de leur choix et remplacer les officiers et les gens de l'équipage.

Ils règleront eux-mêmes, conformément aux lois de leur pays, les litiges de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers et les matelots de ces navires et spécialement ceux relatifs à la solde ou à l'accomplissement des engagements reciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque des faits survenus à bord des navires marchands seraient de nature à troubler la tranquilité publique à terre ou dans le port, ou qu'un délit y aura été commis auquel une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage se trouve mêlée, ou qu'il s'agit d'une infraction qualifiée crime par la loi locale.

Dans ces cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls, si elles en sont requises, pour faciliter l'accomplissement de leurs fonctions consulaires.

Article 28.

Les Consuls pourront faire arrêter, ainsi que faire renvoyer, soit à bord, soit dans leur patrie, les officiers, matelots et toutes autres personnes faisant partie à quelque titre que ce soit des équipages des navires battant pavillon de leur nation, qui auront déserté sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les régistres du bâtiment ou le rôle d'équipage, ou, à défaut, un extrait authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage, Dans les localités où il n'y aurait pas de consul, la demande de remise pourra être adressée aux autorités locales par le commandant du navire, sous réserve de l'observation des formalités prescrites par le présent alinéa.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée que si le déserteur s'est rendu coupable à terre d'un crime ou d'un délit. Dans ce cas l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal local compétent ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution. Il sera donné, en outre, aux consuls secours et assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs.

Ceux-ci seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais du consul, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord d'un navire national ou rapatriés.

Toutefois, la détention ne pourra se prolonger au delà de deux mois. Passé ce délai, les déserteurs seront libérés, le consul dûment avisé trois jours auparavant.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent en outre que les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux officiers, matelots et autres personnes faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays dans lequel ils ont déserté.

Article 29.

Toutes opérations de sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties Contractantes, naufragés ou échoués sur les côtes de l'autre Partie, seront dirigés par les consuls auxquels ressortissent les navires.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du consul immédiatement prévenu ou de la personne qu'il aura déléguée à cet effet, les autorités locales auront à prendre toutes mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

A moins d'en être requises par le consul, les autorités locales n'interviendront que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

Si le navire a fait naufrage ou a echoué dans l'enceinte ou à l'entrée du port, les autorités locales pourront prescrire les mesures jugées nécessaires en vue de protéger le trafic et d'éviter tout dommage au port, à ses installations et aux navires qui s'y trouvent.

Les propriétaires des navires et des marchandises ainsi que les sauveteurs ne seront tenus, du fait de l'intervention des autorités locales, à d'autres dépenses hors celles exigées par les opérations de sauvetage et la conservation des marchandises sauvées, ou auxquelles sont assujettis en pareil cas les nationaux.

Les marchandises sauvées ne seront frappées d'aucun droit de douane si elles doivent être réexportées et le sont effectivement dans le délai d'un an.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, seules les autorités locales seront compétentes pour prendre les mesures mentionnées au présent article.

Article 30.

Dans tous les cas où, dans les accords conclus entre les armateurs, chargeurs ou assureurs, il n'y aura pas de stipulations contraires, les avaries que les navires de l'une des Hautes Parties Contractantes auront subies en mer, qu'ils soient entrées dans les ports volontairement ou par suite de relâche forcée, seront réglées par leurs consuls, à moins que des ressortissants du pays de résidence de ce dernier, ou des ressortissants d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries. Dans ce cas et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, les avaries seront réglées par les autorités locales.

Article 31.

Les dispositions du présent Traité concernant les attributions des consuls s'appliqueront également aux agents diplomatiques des Hautes Parties Contractantes qui seront investis des fonctions consulaires et dont la désignation aura été notifiée à l'autre Partie par la voie diplomatique.

Article 32.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les avantages plus étendus que l'une d'Elle accorderait aux ressortissants ou aux sociétés d'un autre Etat en ce qui concerne les matières prévues par le présent Traité, s'étendront de plein droit aux ressortissants ou aux sociétés de l'autre Partie.

Toutefois les dispositions du présent Traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas:

1o) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un pays limitrophe pour faciliter le trafic frontalier;

2o) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un pays tiers, en vertu d'une union douanière ou économique;

3o) aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés en vertu de conventions particulières à un pays tiers, en vue d'éviter les cas de double imposition ou d'assurer une protection réciproque en matière fiscale ;

4o) aux avantages que le Liban a accordé ou pourra accorder aux pays membres de la Ligue des Etats Arabes, aussi longtemps que ces avantages n'auront pas été étendus à un autre pays quelconque.

Article 33.

Les Etats contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation du présent Traité et qui n'auraient pas pu être reglés à l'amiable dans un delai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

La décision du Tribunal obligera les Parties. Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats contractants et de la façon suivante;

Dans le délai d'un mois à dater de la présentation de la demande, chaque Etat désignera son arbitre et fixera le delai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision. Si les deux Etats ne s'entendent pas sur le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, ou si les deux Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai d'un mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination du tiers arbitre, la Partie la plus diligente s'adressera au Président de la Cour Internationale de Justice afin de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers.

La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclu au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera réglée conformément à l'article 57 et aux articles 59 à 85 de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907. En cas de nomination d'un tiers arbitre, le Tribunal arbitral ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend. Toutes les décisions du tribunal seront rendues à la majorité

Nonobstant les dispositions qui précèdent , chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de signifier à l'autre Partie, dans le délai d'un mois à dater de la présentation de la demande d'arbitrage, sa préférence de soumettre le différend à la Cour permanente de Justice Internationale.

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 34.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Beyrouth.

Il est conclu pour une période de cinq ans renouvelable par tacite reconduction si l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes ne le dénonce six mois avant l'expiration de la période en cours.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité rédigé en langue française.

Fait en double à Beyrouth, le 6 Octobre 1948

Signé: HADJI VASSILIOU
MOHAMED ALI HAMADE

Beyrouth le 6 Octobre 1948

Mlnsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, qu'en tout ce qui concerne l'établissement des ressortissants Grecs au Liban et des ressortissants Libanais en Grèce, et l'exercice par eux de professions et métiers, il est entendu que le Gouvernement libanais et le Gouvernement grec prendront en consideration dans toute la mesure du possible, les droits acquis, s'inspirant en cela, des pricipes du Droit international.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères
et des Libanais d'Outre-Mer

Le Directeur Général par interim
Directeur des Affaires Poliques
M. ALI HAMADE

Monsieur NICOLAS HADJIVASSILIOU
Chargé d'Affaires de Grèce
Beyrouth

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΡΟΞΕΝΙΚΗ, ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ, ΕΜΠΟΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΑΣΤΙΚΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΚΑΙ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ ΜΕΤΑΞΥ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΛΙΒΑΝΟΥ

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Λιβάνου, ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι Σύμβασιν προξενικήν, ναυτιλίας, ἀστικῶν καὶ ἐμπορικῶν δικαιωμάτων καὶ ἐγκαταστάσεως μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Λιβάνου, ὑπέδειξαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τοὺς πληρεξουσίους των :

Διὰ τὴν Βασιλικὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν :

Τὸν Κύριον Νικόλαον Χατζηβασιλείου, Ἐπιτετραμμένον τῆς Ἑλλάδος ἐν Λιβάνῳ.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τοῦ Λιβάνου

Τὸν Κύριον Μωχάμεντ Ἀλῆ Χαμάντ, Διευθυντὴν τῶν Πολιτικῶν Ὑποθέσεων, Προσωρινὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν καὶ τῶν Λιβανῶν τοῦ Ἐξωτερικοῦ, οἵτινες συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἑπομένων διατάξεων :

Ὅροι Ἐγκαταστάσεως.

Ἄρθρον 1.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται, τηροῦντες τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τῆς χώρας, νὰ εἰσέρχωνται ἐλευθέρως, νὰ ταξιδεύωσι, νὰ διαμένωσι καὶ νὰ ἐγκαθίστανται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους, ἐξαιρέσει τῶν ἀπηγορευμένων ζωνῶν ἢ τοποθεσιῶν, ἢ νὰ τὸ ἐγκαταλείπωσι εἰς οἱανδήποτε στιγμήν, χωρὶς νὰ ὑπόκεινται εἰς οἱουσδήποτε περιορισμοὺς ἐκτὸς ἐκείνων εἰς οὓς ὑπόκεινται ἢ θὰ ὑπόκεινται οἱ ἰθαγενεῖς.

Ἡ ἀνωτέρω διάταξις δὲν θίγει τὰς διατάξεις καὶ εἰδικὰ μέτρα ἐν ἰσχύϊ ἢ θεσπισθησομένας παρ' ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορώσας τὴν μετανάστευσιν ἢ τὴν εἰσδοχὴν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἀλλοδαπῶν ἐργατῶν καὶ μισθωτῶν.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀπολαμβάνωσι τῆς μεταχειρίσεως τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ τέλη διαμονῆς καὶ τὰς διατυπώσεις διαβατηρίων καὶ θεωρήσεων τὰς ἐπιβαλλομένας ἐπὶ τῶν ξένων.

Εἰς τοὺς ὑπηκόους ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν δύναται νὰ ἀπαγορευθῇ ἡ εἴσοδος εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου, ἢ, ἐὰν εἶναι ἤδη οὗτοι ἐγκατεστημένοι, δὲν θὰ δύνανται νὰ ἀπελαθῶσι εἰμὴ εἰς μίαν τῶν ἑπομένων περιπτώσεων.

α) Ἐὰν κατεδικάσθησαν διὰ κακούργημα ἢ πλημμέλημα τιμωρούμενον διὰ πλέον τῶν τριῶν ἐτῶν φυλακίσεως.

β) Ἐὰν ἐγένοντο ἔνοχοι ἐνεργειῶν ἀνατρεπτικῶν ἢ θιγουσῶν τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὴν ἡσυχίαν, τὴν ἠθικὴν ἢ τὴν δημοσίαν ὑγείαν.

γ) Ἐὰν τυγχάνωσι ἄποροι ἢ εἰς βάρος τοῦ Κράτους.

Ἄρθρον 2.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχωσι, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου καὶ συμμορφούμενοι πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τῆς χώρας, τὸ δικαίωμα νὰ ἀποκτῶσι πᾶν εἶδος κινητῶν ἢ ἀκινήτων καὶ δὴ δι' ἀγορᾶς, ἀνταλλαγῆς, δωρεᾶς, διαδοχῆς, διαθήκης ἢ οἱουδήποτε ἄλλου τρόπου, νὰ τά κατέχωσι καὶ νὰ τα διαθέτωσι ἐλευθέρως.

Συμμορφούμενοι ὁμοίως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ νόμους καὶ κανονισμοὺς θὰ ἔχωσιν ἐξ ἄλλου τὸ δικαίωμα νὰ ἐξασκῶσι πᾶσαν βιομηχανίαν ἢ ἐμπόριον καθὼς καὶ πᾶσαν τέχνην ἢ ἐπάγγελμα ὧν ἡ ἄσκησις, κατὰ τὸν ἐπιτόπιον νόμον, δὲν ἐπιφυλάσσεται ἢ δὲν θὰ ἐπεφυλάσσετο εἰς τοὺς ἰθαγενεῖς ἢ δὲν θὰ ἀπετέλει ἀντικείμενον εἰδικῆς ρυθμίσεως.

Ἄρθρον 3.

Τὰ σχολικὰ καθιδρύματα, ὡς καὶ αἱ κοινότητες, σωματεῖα καὶ ἱδρύματα ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ ἐξασκῶσι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους ἐλευθέρως τὴν δραστηριότητα των εἴτε αὕτη ἔχει σκοπὸν παιδαγωγικόν, ἢ ἐπιστημονικόν, νοσοκομειακόν ἢ ἀρωγῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον μόνον νὰ συμμορφῶνται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τῆς χώρας, καθὼς καὶ πρὸς πᾶν μέτρον ὅπερ θὰ ἀπῄτει ἡ διατήρησις τῆς δημοσίας τάξεως.

Θὰ δύνανται νὰ διατηρήσωσι τὸ νῦν προσωπικόν των ὡς ἐπίσης θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιῶσι ἀλλοδαπὸν τοιοῦτον ἐντὸς τοῦ ὁρίου τῶν ὀργανικῶν ἀναγκῶν, ἄνευ βλάβης τοῦ γενικοῦ δικαιώματος ἐλέγχου ὅπερ κέκτηται ἡ Κυβέρνησις ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τῆς εἰσόδου καὶ τῆς διαμονῆς τῶν ἀλλοδαπῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της.

Ἄρθρον 4.

Οἱ ὑπήκοοι καὶ αἱ ἑταιρεῖαι ἢ σωματεῖα ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καθὼς καὶ αἱ περιουσίαι των, δικαιώματα καὶ συμφέροντα δὲν θὰ ὑπόκεινται, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους, εἰς δικαιώματα, τέλη, φόρους, συνεισφορὰς ἢ φορολογικὰς ἐπιβαρύνσεις οἱασδήποτε φύσεως, ἄλλας ἢ πλέον ἐπαχθεῖς ἐκείνων αἵτινες εἰσπράττονται εἰς παρομοίας περιπτώσεις παρὰ τῶν ἰθαγενῶν, τῶν ἑταιρειῶν ἢ σωματείων αὐτῶν.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν τελῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὰς παραχωρήσεις ἀρχαιολογικῶν ἐρευνῶν, πρὸς τὰς παραχωρήσεις καὶ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς ὑδροηλεκτρικῆς ἐνεργείας, τῶν δασῶν, τῶν μεταλλείων καὶ ἄλλου πλούτου τοῦ ὑπεδάφους καθὼς καὶ τῶν διϋλιστηρίων καὶ ἄλλων ἐγκαταστάσεων πετρελαίων, αἵτινες ἐπιβαρύνσεις καὶ τέλη δὲν θὰ εἶναι πάντως, πλέον ἐπαχθεῖς ἐκείνων αἵτινες ζητοῦνται ἀπὸ ὑπηκόους τρίτου Κράτους.

Οἱ ὑπήκοοι καὶ αἱ ἑταιρεῖαι ἢ σωματεῖα ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν θὰ φορολογῶνται παρὰ τοῦ ἑτέρου Μέρους εἰμὴ κατὰ λόγον τοῦ μέρους τοῦ ἑταιρικοῦ ἐνεργητικοῦ ὅπερ ἔχουν ἐπενδύσει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, τῶν κερδῶν ἅτινα πραγματοποιοῦν ἐπ' αὐτοῦ ἢ τῶν ἐργασιῶν ἃς ἐνεργοῦν ἐπ' αὐτοῦ.

Ἄρθρον 5.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐξαιροῦνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου, πάσης στρατιωτικῆς ὑπηρεσίας. Δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς ἄλλας παροχὰς ἢ ἐπιτάξεις στρατιωτικὰς καὶ ἀστικὰς εἰμὴ εἰς περίπτωσιν πολέμου καὶ κατὰ τὸ μέτρον καὶ ὑπὸ τοὺς ὅρους οἵτινες προβλέπονται διὰ τοὺς ἰθαγενεῖς.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀπολαμβάνωσι, ὅσον ἀφορᾷ τὰς περιουσίας των, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῆς πληρεστέρας προστασίας τῶν νόμων, δικαστηρίων καὶ Ἀρχῶν, ἐν ἴσῃ μοίρᾳ μὲ τοὺς ἰθαγενεῖς.

Ὅπως καὶ οἱ ἰθαγενεῖς, θὰ δύνανται νὰ παρίστανται ἐλευθέρως ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων, εἰς ὅλους τοὺς βαθμοὺς δικαιοδοσίας, τόσον διὰ νὰ διεκδικήσωσιν ὅσον καὶ διὰ νὰ ὑπερασπίσωσι τὰ δικαιώματά των, θὰ ἀπολαμβάνωσιν, ὡς καὶ ἐκεῖνοι, τῆς ἐλευθερίας νὰ ἐκλέγωσιν εἰς ὅλας τὰς δίκας τοὺς συνηγόρους, δικηγόρους ἢ πράκτορας μεταξὺ τῶν προσώπων τῶν δεκτῶν εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν ἐπαγγελμάτων αὐτῶν κατὰ τοὺς νόμους τοῦ οἰκείου κράτους.

Ἄρθρον 6.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ὑπόκεινται, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου, ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους ὑφ' οὓς καὶ οἱ ἰθαγενεῖς, εἰς τὴν ἐπιτόπιον νομοθεσίαν, εἰς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τοῦ διεθνοῦς δικαίου, εἰς τοὺς νόμους, διατάγματα, πράξεις καὶ κανονισμοὺς ἐπὶ ὑποθέσεων πολιτικῶν, ἀστικῶν, ἐμπορικῶν διοικητικῶν φορολογικῶν ἢ ἄλλων.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν προσωπικὴν των κατάστασιν θὰ ὑπόκεινται πάντως εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἐθνικοῦ των νόμου.

Ἐὰν κληρονομία Ἕλληνος ἐν Λιβάνῳ ἢ Λιβανοῦ ἐν Ἑλλάδι παραμένῃ ἄκληρος, τὰ κινητὰ ἢ ἅπαντα τὰ ἀποτελοῦντα μέρος τῆς κληρονομίας ταύτης θὰ ἰατίθεν-

ται συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου ἦτο ὑπήκοος ὁ de cujus.

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΕΜΠΟΡΙΚΑΙ ΚΑΙ ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΑΙ.

Ἄρθρον 7.

Θὰ ὑπάρχῃ πλήρης καὶ ἀπόλυτος ἐλευθερία ἐμπορίου καὶ ναυτιλίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Λιβάνου.

Τὰ δύο Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβωσι τὰ κατάλληλα ἐσωτερικὰ καὶ διεθνῆ μέτρα ἵνα εὐνοήσωσιν οἰκονομικὰς σχέσεις ἀμοιβαίως ἐπωφελεῖς, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν παγκοσμίων οἰκονομικῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 8.

Αἱ μετοχικαὶ ἑταιρεῖαι καὶ ἄλλαι ἐμπορικαὶ ἑταιρεῖαι, περιλαμβανομένων καὶ τῶν βιομηχανικῶν καὶ οἰκονομικῶν ἑταιρειῶν, τῶν ἑταιρειῶν ἀσφαλίσεως καὶ μεταφορῶν, αἵτινες ἔχουσι τὴν ἕδραν των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἔχουν κανονικῶς συσταθῇ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν του, θὰ ἀναγνωρίζωνται αὐτοδικαίως παρὰ τοῦ ἑτέρου Μέρους ὡς ὑφιστάμεναι κανονικῶς.

Αἱ ἑταιρεῖαι αὗται θὰ δύνανται, συμμορφούμεναι πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τῆς χώρας, νὰ ἀποκτῶσι πᾶν εἶδος περιουσίας κινητῆς καὶ ἀκινήτου.

Διὰ πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν νόμιμον καὶ δικαστικὴν προστασίαν τῆς περιουσίας των, θὰ ἐφαρμόζωνται αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5.

Ἄρθρον 9.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀπολαμβάνωσι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου μέρους τῆς ἰδίας προστασίας μὲ τοὺς ἰθαγενεῖς διὰ πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἰδιοκτησίαν τῶν ἐμπορικῶν καὶ βιομηχανικῶν σημάτων, καθὼς καὶ τῶν βιομηχανικῶν καὶ βιοτεχνικῶν σχεδίων ἢ ὑποδειγμάτων παντὸς εἴδους.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσι νὰ ἐφαρμόσωσι πλήρως καὶ ἀπολύτως εἰς τὰς ἀμοιβαίας των σχέσεις τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Ἑνώσεως τῶν Παρισίων τῆς 29 Μαρτίου 1883 διὰ τὴν προστασίαν τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας, τῆς ἀναθεωρηθείσης ἐν Βρυξέλλαις τὴν 14 Δεκεμβρίου 1900, ἐν Οὐασιγκτῶνι τὴν 2 Ἰουνίου 1911, ἐν Χάγῃ τὴν 6ην Νοεμβρίου 1925 καὶ ἐν Λονδίνῳ τὴν 2 Ἰουνίου 1934.

Ἄρθρον 10.

Οἱ ἐμπορικοὶ ταξειδιῶται οἵτινες ἀντιπροσωπεύουσι ἐμπόρους ἢ βιομηχάνους κατοικοῦντας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀπολαμβάνωσιν, κατὰ τὴν εἴσοδόν των καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διαμονῆς των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους, καὶ κατὰ τὴν ἔξοδόν των ἐκ τοῦ ρηθέντος ἐδάφους, ἐφ' ὅσον ἡ διαμονή των δὲν ὑπερβαίνει τοὺς ἕξ μῆνας, τῆς μεταχειρίσεως τοῦ πλέον εὐνοουμένου κράτους προκειμένου περὶ φορολογίας καὶ ἄλλων διευκολύνσεων. Ἡ ἰδιότης των θὰ καθορίζεται, ἐνδεχομένως, διὰ πιστοποιητικοῦ τοῦ Οἴκου τὸν ὁποῖον ἀντιπροσωπεύουσι κεκυρωμένου ὑπὸ τῆς Προξενικῆς ἀρχῆς τοῦ τόπου.

Τὰ εἰσαχθέντα εἴδη ὑπὸ τύπον δείγματος, θὰ ἀπολαμβάνωσι δασμολογικῆς ἀτελείας ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐντὸς τὸ πολὺ ἓξ μηνῶν ἐπανεξαγωγῆς των.

Πάντως δὲν θὰ γίνωνται δεκτὰ ἐλεύθερα δασμοῦ τὰ ἐμπορεύματα ἐκεῖνα ὧν τὴν ταυτότητα κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξαγωγῆς δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐξακριβώσουν αἱ ἀρχαὶ τῆς χώρας εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 11.

Ἡ ἐθνικότης τῶν πλοίων ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καθοριζομένη συμφώνως πρὸς τοὺς παρ' αὐτῷ ἐν ἰσχύι νόμους καὶ κανονισμούς, θὰ ἀναγνωρίζηται ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Μέρους διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 12.

Οὐδὲν δικαίωμα χωρητικότητος, λιμένος, πλοηγίας, φάρων, καθάρσεως, μεσιτείας, σημάντρων, προκυμαιῶν ἢ ἄλλων ἐπιβαρύνσεων αἵτινες ἐπιβαρύνουσι ὑφ' οἱανδήποτε κατονομασίαν τὸ σκάφος τοῦ πλοίου καὶ εἰσπράττονται ἐπ' ὀνόματι καὶ πρὸς ὄφελος τῆς Κυβερνήσεως, δημοσίων, λειτουργῶν, ἰδιωτῶν, σωματείων ἢ οἱωνδήποτε ἱδρυμάτων θὰ ἐπιβάλληται κατὰ τὴν ἄφιξιν, παραμονὴν καὶ ἔξοον εἰς τοὺς λιμένας μιᾶς τῶν δύο Χωρῶν, ἐπὶ τῶν σκαφῶν τοῦ ἑτέρου, ὅπερ δὲν θὰ ἐπεβάλλετο ὁμοίως καὶ ὑπὸ τοὺς ἰδίους ὅρους ἐπὶ τῶν πλοίων τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους.

Ἡ ἰσότης αὕτη μεταχειρίσεως θὰ ἰσχύῃ ἔναντι τῶν πλοίων ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐξ οἱουδήποτε λιμένος ἢ τόπου καὶ ἂν φθάνωσι καὶ οἱοσδήποτε καὶ ἂν ὑπῆρξεν ὁ προορισμός των κατὰ τὴν ἀναχώρησιν.

Ἄρθρον 13.

Τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται νὰ εἰσέρχωνται εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἑτέρου Μέρους εἴτε διὰ νὰ ἀποβιβάσουν τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἐπιβατῶν των ἢ τοῦ φορτίου των προελεύσεως ἐξωτερικοῦ εἴτε διὰ νὰ ἐπιβιβάσουν τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἐπιβατῶν των ἢ τοῦ φορτίου των προοριζομένου διὰ τὸ ἐξωτερικόν.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ παραχωρήσωσιν ἀμοιβαίως τὴν μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους ἀναφορικῶς πρὸς τὴν ἀκτοπλοΐαν καὶ τὴν ρυμούλκησιν, τὴν πλοηγίαν καὶ ἄλλας ὑπηρεσίας τῶν λιμένων.

Τὸ αὐτὸ θὰ ἰσχύῃ διὰ τὴν ἁλιείαν ἐντὸς τῶν χωρικῶν ὑδάτων μέχρις ἀποστάσεως 20 χιλιομέτρων ἀπὸ τοῦ ἀπωτάτου σημείου τῆς ἀμπώτιδος.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀντιτίθενται εἰς τὴν παραχώρησιν ἐπιχορηγήσεων ἐν γένει, ἀμοιβῶν, ἐπιστροφῶν, ἀτελειῶν καὶ ἄλλων ἀπαλλαγῶν προοριζομένων νὰ ἐνισχύωσι τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἐθνικῆς ἐμπορικῆς ναυτιλίας ἢ τῆς ἐθνικῆς ἁλιείας.

Προξενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 14.

Ἑκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχῃ τὴν δυνατότητα νὰ ἐγκαθιστᾷ Γενικοὺς Προξένους, Προξένους, Ὑποπροξένους ἢ Προξενικοὺς Πράκτορας εἰς τοὺς λιμένας, πόλεις καὶ ἄλλα μέρη τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἐπιφυλάσσουν πάντως εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνῶνται τὴν ἐγκατάστασιν Γενικῶν Προξένων, Προξένων, Ὑποπροξένων καὶ Προξενικῶν Πρακτόρων εἰς ὡρισμένα μέρη ἢ τμήματα τοῦ ἐδάφους ὑπὸ τὸν ὅρον ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη νὰ ἐφαρμόζηται ὁμοίως δι' ὅλας τὰς Δυνάμεις.

Οἱ Πρόξενοι καθὼς καὶ οἱ ἄλλοι Προξενικοὶ ὑπάλληλοι δύνανται νὰ εἶναι ἐμμισθοι ἢ ἄμισθοι.

Ἐὰν ὁ ἄμισθος ὑπάλληλος εἶναι ὑπήκοος τῆς χώρας ὅπου πρόκειται νὰ ἐξασκήσῃ τὰ προξενικὰ καθήκοντα, ἡ συγκατάθεσις τῆς ρηθείσης χώρας δέον νὰ λαμβάνηται προηγουμένως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἐπὶ τῇ παρουσιάσει τοῦ Προξενικοῦ διπλώματός των, οἱ Πρόξενοι θὰ γίνωνται δεκτοὶ καὶ θὰ ἀναγνωρίζωνται ἀμοιβαίως παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς των συμφώνως πρὸς τοὺς κρατοῦντας κανόνας καὶ διατυπώσεις εἰς τὸ Κράτος τοῦτο. Τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον διὰ τὴν ἐλευθέραν ἐνάσκησιν τῶν καθηκόντων των θὰ χορηγῆται εἰς αὐτοὺς ἄνευ καθυστερήσεως καὶ ἄνευ ἐξόδων.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους διαμονῆς θὰ πληροφορῇ ἀμέσως περὶ τοῦ διορισμοῦ τοῦ Προξένου τὰς ἁρμοδίας Ἀρχὰς τῆς Προξενικῆς περιφερείας καὶ αἱ τελευταῖαι αὗται, ἐπὶ τῇ εἰδοποιήσει ταύτῃ ἢ ἐπὶ τῇ ἐμφανίσει τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου, ὀφείλουσι νὰ λάβωσι ἄνευ ἀναβολῆς πᾶν χρήσιμον μέτρον ἵνα ὁ Πρόξενος δυνηθῇ νὰ ἐκπληρώσῃ τὰ ἐκ τοῦ ἀξιώματός του ἀπορρέοντα καθήκοντα καὶ νὰ ἀπολαύσῃ τῶν δικαιωμάτων, προνομίων καὶ ἀτελειῶν αἵτινες ἀναγνωρίζονται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐν περιπτώσει κωλύματος, ἀπουσίας ἢ θανάτου τοῦ προϊσταμένου τοῦ Προξενείου οἱ παρ' αὐτῷ Προξενικοὶ ὑπάλληλοι θὰ εἶναι ἐξουσιοδοτημένοι κατὰ τὴν σειρὰν τὴν καθοριζομένην ὑπὸ τοῦ διορίζοντος αὐτοὺς Κράτους νὰ ἐ-

νασκοῦν προσωρινῶς τὰ καθήκοντα τοῦ Προξένου, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ἐπίσημός των ἰδιότης θὰ εἶχε προηγουμένως γνωστοποιηθῇ πρὸς τὰς ἁρμοδίας Ἀρχάς.

Ἄρθρον 15.

Οἱ Πρόξενοι θὰ δύνανται νὰ ἀναρτῶσιν ἐπὶ τῆς οἰκίας ἔνθα εἶναι ἐγκατεστημένα τὰ Γραφεῖα των ἢ ἀρχεῖα τὸν θυρεὸν τῆς χώρας τὴν ὁποίαν ἀντιπροσωπεύουν μετὰ τῶν συνήθων ἐνδείξεων εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ Κράτους των, νὰ ἀνυψοῦν τὴν σημαίαν τῆς χώρας ταύτης κατὰ τὰς ἡμέρας ἐπισήμων τελετῶν ὡς καὶ εἰς ἄλλας συνήθεις περιπτώσεις. Πάντως τὰ ἐξωτερικὰ ταῦτα σύμβολα οὐδέποτε δύνανται νὰ ἑρμηνευθῶσι ὡς δημιουργοῦντα δικαίωμα ἀσύλου.

Ἄρθρον 16.

Τὸ σύνολον τῶν χώρων πρὸς χρῆσιν τῶν γραφείων διὰ τὴν ἐπίσημον Προξενικὴν ὑπηρεσίαν ὡς καὶ τὸ διαμέρισμα τὸ προοριζόμενον εἰδικῶς διὰ τὴν φύλαξιν τῶν Προξενικῶν Ἀρχείων εἶναι ἀπαραβίαστα. Οἱ χῶροι οὗτοι καὶ τὸ διαμέρισμα δέον νὰ ὦσι τελείως κεχωρισμένα τοῦ χώρου τοῦ χρησιμεύοντος διὰ τὴν προσωπικὴν κατοικίαν τοῦ προξενικοῦ ὑπαλλήλου καὶ δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσι δι' ἄλλας ἀνάγκας.

Οἱ ἔμμισθοι Πρόξενοι ὡς καὶ οἱ ἄλλοι ἔμμισθοι Προξενικοὶ ὑπάλληλοι ὑπήκοοι τοῦ διορίσαντος αὐτοὺς Κράτους θὰ ἀπολαύωσι ἀπὸ ἀπαλλαγῆς ὅλων τῶν ἀμέσων εἰσφορῶν τῶν ἐχουσῶν χαρακτῆρα προσωπικοῦ φόρου, καθιερωθεισῶν ὑπὸ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς των ἢ ὑπὸ οἱασδήποτε ἐξ αὐτοῦ ἐξαρτωμένης ἀρχῆς.

Μόνον οἱ ἄμισθοι Πρόξενοι ὡς καὶ οἱ λοιποὶ ἄμισθοι Προξενικοὶ ὑπάλληλοι θὰ δικαιοῦνται νὰ μετέρχωνται ἐμπορίαν ἢ οἱανδήποτε ἑτέραν δραστηριότητα διάφορον τοῦ λειτουργήματος αὐτῶν. Οὗτοι θὰ ἀπαλλάσσωνται τῶν ἐπιτάξεων καὶ στρατιωτικῶν καταυλισμῶν, ἀποκλειστικῶς διὰ τὰ διαμερίσματα τὰ προοριζόμενα διὰ τὰ Γραφεῖα καὶ Ἀρχεῖα τοῦ Προξενείου.

Ἐντὸς ἑξαμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των οἱ Πρόξενοι καὶ πάντες οἱ λοιποὶ ἔμμισθοι Προξενικοὶ ὑπάλληλοι, ὑπήκοοι τοῦ διορίσαντος αὐτοὺς κράτους, δικαιοῦνται, μεταβαίνοντες εἰς τὴν θέσιν των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Κράτους, νὰ εἰσαγάγουν τὰ ἔπιπλά των καὶ τὰ οἰκιακὰ ἀντικείμενα ἢ σκεύη τὰ προοριζόμενα διὰ προσωπικὴν αὐτῶν χρῆσιν ἢ πρὸς χρῆσιν τῆς οἰκογενείας των.

Οἱ Πρόξενοι καὶ οἱ λοιποὶ ἔμμισθοι προξενικοὶ ὑπάλληλοι, ὑπήκοοι τοῦ διορίσαντος αὐτοὺς κράτους θὰ ἀπολαύωσι προσωπικῆς ἀσυλίας. Δὲν θὰ δύνανται νὰ συλληφθῶσι ἢ νὰ προφυλακισθῶσι εἰμὴ διὰ παραβιάσεις αἰτίνες, δυνάμει τῆς τοπικῆς νομοθεσίας, χαρακτηρίζονται ὡς ἐγκλήματα καὶ τιμωροῦνται ὡς τοιαῦτα. Ἐν περιπτώσει δικαστικῆς διώξεως, συλλήψεως ἢ θέσεως ὑπὸ κατηγορίαν τοῦ Προξένου ἢ ἑνὸς τῶν ἀνωτέρω ὑπαλλήλων, ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς των θέλει πληροφορῆ ἄνευ ἀναβολῆς τὸν Διπλωματικὸν Ἀντιπρόσωπον τοῦ Κράτους εἰς ὃ οὗτοι ἀνήκουν.

Οἱ Προξενικοὶ καὶ οἱ λοιποὶ ἔμμισθοι ἢ ἄμισθοι Προξενικοὶ ὑπάλληλοι θὰ δύνανται, προβάλλοντες τὸ ἐπαγγελματικὸν ἢ κρατικὸν μυστικόν, νὰ ἀρνῶνται νὰ καταθέτωσι ἐφ' οἱωνδήποτε γεγονότων σχετιζομένων πρὸς τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῶν καὶ νὰ παρουσιάζωσιν ἔγγραφα κατεχόμενα ὑπ' αὐτῶν. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ δὲν ἤθελε δεχθῇ τὸ βάσιμον τῆς ἐνστάσεως ταύτης ὀφείλει νὰ ἀπόσχῃ οἱουδήποτε ἐξαναγκαστικοῦ μέτρου ἀπέναντι τοῦ εἰρημένου προξενικοῦ ὑπαλλήλου. Αἱ δυσχέρειαι αἰτίνες ἤθελον προκύψῃ ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ δέον πάντοτε νὰ διευθετῶνται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 17.

Οἱ Πρόξενοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ προστατεύωσι τοὺς ὑπηκόους τοῦ κράτους ὅπερ τοὺς διώρισε καὶ νὰ ὑπερασπίζωνται συμφώνως πρὸς τὸ δίκαιον καὶ τὰ διεθνῆ ἔθιμα πᾶν δικαίωμα καὶ συμφέρον τῶν ὑπηκόων αὐτῶν.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, θὰ δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται εἰς τὰς δικαστικὰς καὶ διοικητικὰς ἀρχὰς τῆς περιφερείας των ἵνα λάβωσι τὰς ἀναγκαίας πληροφορίας καὶ ἐξηγήσεις. Ἐπίσης θὰ δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται εἰς πάσας τὰς Διοικητικὰς Ἀρχὰς τῆς περιφερείας των ἵνα διαμαρτυρηθῶσι κατὰ πάσης παραβάσεως τῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ὑφισταμένων συμβάσεων καὶ συνθηκῶν καὶ κατὰ πάσης καταχρήσεως δι' ἣν θὰ ἠδύναντο νὰ παραπονεθῶσι οἱ ὑπήκοοι των.

Ἄρθρον 18.

Οἱ Πρόξενοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐφ' ὅσον εἶναι ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν τῆς χώρας ἥτις τοὺς διώρισε, ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ χορηγοῦν εἰς τοὺς ὑπηκόους των διαβατήρια καὶ ἕτερα ἔγγραφα ταυτότητος ὡς καὶ νὰ θεωρῶσιν πᾶν διαβατήριον, πιστοποιητικὰ καταγωγῆς καὶ προελεύσεως ἐμπορευμάτων καὶ ἕτερα ἔγγραφα.

Ἄρθρον 19.

Οἱ Πρόξενοι θὰ δύνανται νὰ δέχωνται τὰς δηλώσεις γεννήσεως καὶ θανάτου τῶν ὑπηκόων των, χωρὶς οἱ ἐνδιαφερόμενοι νὰ ἀπαλλάσσωνται τῆς ὑποχρεώσεως νὰ προβαίνωσι εἰς τὰς ὑπὸ τῶν νόμων τῆς χώρας τῆς διαμονῆς των ἐπιβαλλομένας δηλώσεις.

Θὰ δύνανται νὰ τελοῦν τοὺς γάμους τῶν ὑπηκόων των καὶ νὰ δέχωνται τὰς δηλώσεις διαζεύξεως καὶ ἀμοιβαίᾳ συναινέσει διαζυγίων, ὁσάκις οἱ σύζυγοι εἶναι ὑπήκοοι τοῦ κράτους των καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ὁ ἐθνικὸς των νόμος τοὺς τὸ ἐπιτρέπει.

Θὰ δύνανται νὰ δέχωνται τὰς πράξεις ἀναγνωρίσεως τέκνων ὁσάκις ταῦτα προέρχονται ἐξ ἑνὸς τῶν ὑπηκόων των, νὰ συντάσσωσι πράξεις ἀναγνωρίσεως κληρονόμων, νὰ δέχωνται καὶ νὰ καταχωρῶσιν πᾶσαν ληξιαρχικὴν πρᾶξιν ἢ δήλωσιν τῶν ὑπηκόων των καὶ πᾶσαν ἑτέραν δήλωσιν τῶν τελευταίων τούτων μετὰ ἢ ἄνευ ὅρκου.

Ἄρθρον 20.

Οἱ Πρόξενοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα, ἐφ' ὅσον εἶναι ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο παρὰ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους ὅπερ τοὺς διώρισε νά:

1. Νὰ δέχωνται, εἴτε ἐντὸς τοῦ Προξενικοῦ των Γραφείου εἴτε εἰς τὴν κατοικίαν τῶν μερῶν, τὰς δηλώσεις τὰς ὁποίας θὰ ἤθελον νὰ κάμουν οἱ ὑπήκοοί των, ὡς καὶ ἐπὶ ἀτμοπλοίων καὶ ποταμοπλοίων, τοῦ οἰκείου Κράτους, τὰς δηλώσεις τῶν Πλοιάρχων, τῶν ἀνδρῶν τοῦ πληρώματος καὶ τῶν ἐπιβατῶν.

Αἱ δηλώσεις αὗται δὲν θὰ δύνανται, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ ἔχωσι ἰσχὺν ἐνώπιον τῶν Ἀρχῶν τῆς Χώρας τῆς διαμονῆς, εἰμὴ ἐφ' ὅσον τυγχάνωσι σύμφωνοι πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς τελευταίας ταύτης.

2. Νὰ δέχωνται, συντάσσωσι καὶ νὰ ἐπικυρώνωσι, ἐν ἐν τῇ ἰδιότητι αὐτῶν ὡς Συμβολαιογράφων ἢ Ἀρχῶν ἀσκουσῶν τοιαῦτα καθήκοντα, τὰς δικαστικὰς πράξεις συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν διατάξεων τελευταίας θελήσεως τῶν ὑπηκόων τοῦ Κράτους ὅπερ τοὺς διώρισε, καὶ νὰ δημοσιεύωσι τὰς διαθήκας αἰτίνες συνετάγησαν ὑπ' αὐτῶν ἐν τῇ ἐπισήμῳ αὐτῶν ἰδιότητι καὶ κατετέθησαν εἰς τὸ Προξενεῖον ἢ προσήχθησαν μετὰ τὸν θάνατον τοῦ διαθέτου.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, αἱ μεταξὺ ζώντων δικαιοπραξίαι αἱ ἀφορῶσαι τὴν σύστασιν ἢ μεταβίβασιν ἐμπραγμάτου τινος δικαιώματος ἐπὶ ἀκινήτων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς θὰ ὑπόκεινται εἰς τὰς διατυπώσεις τῶν ἐγγραφῶν καὶ μεταγραφῶν συμφώνως πρὸς τὸν Νόμον τοῦ ρηθέντος Κράτους.

Ἄρθρον 21.

Οἱ Πρόξενοι τῶν δύο Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ ὀργανώνωσιν, συμφώνως πρὸς τὸν ἴδιόν των Νόμον, τὴν κηδεμονίαν καὶ ἐπιτροπείαν τῶν ὑπηκόων των οἵτινες διαμένουν εἰς τὴν περιφέρειαν τοῦ Προξενείου.

Αἱ τοπικαὶ Ἀρχαὶ θὰ τοῖς ἀνακοινῶσι πάσας τὰς περιπτώσεις, αἵτινες καθιστοῦν ἀναγκαίαν τὴν ὀργάνωσιν κηδεμονίας ἢ ἐπιτροπείας ἑνὸς τῶν ὑπηκόων των.

Ἡ κρίσις ἐφ' ὅλων τῶν αἰτήσεων καὶ ἀμφισβητήσεων ἀφορωσῶν κηδεμονίας καὶ ἐπιτροπείας θὰ ὑπόκειται εἰς

τὴν δικαιοδοσίαν καὶ τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τῆς χώρας εἰς ἣν ἀνήκει ὁ ἀνίκανος, ἄνευ βλάβης τῶν Νόμων τῶν διεπόντων τὸ καθεστὼς τῶν ἀκινήτων.

Ὁ Πρόξενος θὰ καθιστᾷ γνωστὸν εἰς τὰς διοικητικὰς Ἀρχὰς τῆς χώρας τῆς διαμονῆς, τὸν κηδεμόνα ἢ ἐπίτροπον ὃν θὰ διορίζῃ.

Ἄρθρον 22.

Εἰς περίπτωσιν θανάτου ὑπηκόου τινὸς ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου, αἱ ἁρμόδιαι τοπικαὶ Ἀρχαὶ θὰ εἰδοποιῶσι παραχρῆμα περὶ αὐτοῦ τὸν Πρόξενον τῆς περιφερείας ὅπου ἔλαβεν χώραν ὁ θάνατος καὶ θὰ παρέχωσι πᾶσαν πληροφορίαν χρήσιμον προκειμένου νὰ ἀποκαλύψῃ τὴν ὕπαρξιν διατάξεων τελευταίας βουλήσεως ὡς καὶ ἐξακριβώσῃ καὶ ἀνεύρῃ πάντας τοὺς κληρονόμους καὶ διαδόχους.

Ἄρθρον 23.

Ὁσάκις Ἕλλην τις καταλίπῃ περιουσίαν ἐν Λιβάνῳ ἢ Λιβανὸς καταλίπει περιουσίαν ἐν Ἑλλάδι, οἱαδήποτε καὶ ἂν ὦσιν αἱ ἰδιότητες καὶ ἡ ἐθνικότης τῶν κληρονόμων καὶ ἄλλων δικαιούχων, εἴτε εἶναι ἐνήλικες ἢ ἀνήλικες, ἀπόντες ἢ παρόντες, γνωστοὶ ἢ ἄγνωστοι, ὁ Πρόξενος θὰ ἔχῃ τὴν ἁρμοδιότητα νὰ ἐπιθέτῃ τὰς σφραγίδας, εἴτε αὐτεπαγγέλτως, εἴτε τῇ αἰτήσει οἱουδήποτε ἐνδιαφερομένου μέρους, ἐπὶ πάντων τῶν κινητῶν πραγμάτων καὶ ἐγγράφων τοῦ ἀποθανόντος, παρουσίᾳ τῆς τοπικῆς Ἀρχῆς ἢ τῆς δεόντως κληθείσης. Ἡ τοπικὴ Ἀρχὴ θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ διασταυρώνῃ διὰ τῶν σφραγίδων της τὰς τοῦ Προξένου. Ἡ ἄρσις τῶν σφραγίδων θὰ γίνηται παρὰ τοῦ Προξένου παρουσίᾳ τῆς ἁρμοδίας τοπικῆς ἀρχῆς ἢ τῆς δεόντως κληθείσης. Αἱ διπλαῖ σφραγῖδες δὲν θὰ δύνανται πάντως νὰ ἀρθοῦν εἰμὴ κοινῇ συμφωνίᾳ μετὰ τῆς ἁρμοδίας τοπικῆς Ἀρχῆς ἢ δυνάμει δικαστικῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 24.

Ἐὰν οἱ κληρονόμοι δὲν εἶναι γνωστοὶ ἢ ἐὰν μεταξὺ αὐτῶν ἢ τῶν ἄλλων δικαιούχων εὑρίσκωνται τινὲς τῶν ὁποίων ἡ ὕπαρξις εἶναι ἀβεβαία ἢ ἡ κατοικία ἄγνωστος, ἢ τινὲς οἵτινες δὲν εἶναι παρόντες οὐδὲ ἀντιπροσωπεύονται δεόντως, ἢ εἶναι ἀνήλικες, ἢ ἀνίκανοι, ἢ ἐὰν ὄντες πάντες ἐνήλικες καὶ παρόντες, δὲν εἶναι ὅμως σύμφωνοι ἐπὶ τῶν δικαιωμάτων καὶ τῶν ἰδιοτήτων των, ὁ Πρόξενος, ἀφοῦ συνταχθῇ ἡ ἀπογραφή, θὰ εἶναι, ὡς μεσεγγυοῦχος τῶν ὑπὸ τοῦ ἀποβιώσαντος καταλειφθέντων πάσης φύσεως πραγμάτων, ἐπιφορτισμένος αὐτοδικαίως νὰ διαχειρίζηται καὶ νὰ ἐκκαθαρίζῃ τὴν κληρονομίαν. Συνεπῶς, θὰ δύναται νὰ προβαίνῃ, ἀκολουθῶν τὰς διατυπώσεις τὰς διαγραφομένας ὑπὸ τῶν Νόμων καὶ ἐθίμων τῆς χώρας, εἰς τὴν πώλησιν τῶν ἐπίπλων καὶ τῶν κινητῶν πραγμάτων τῶν ὑποκειμένων εἰς φθορὰν ἢ ὧν ἡ συντήρησις εἶναι δαπανηρά, νὰ δέχηται τὰς ἀπαιτήσεις αἵτινες θὰ ἦσαν ἀπαιτηταὶ ἢ θὰ καθίσταντο ληξιπρόθεσμοι τοὺς τόκους τῶν πιστώσεων, τὰ εἰσπρακτέα ἐνοίκια καὶ μισθώματα νὰ προβαίνῃ εἰς πᾶσαν συντηρητικὴν πρᾶξιν τῶν δικαιωμάτων καὶ πραγμάτων τῆς κληρονομίας, νὰ χρησιμοποιῇ τὰ χρήματα ἅτινα εὑρέθησαν εἰς τὴν κατοικίαν τοῦ ἀποβιώσαντος ἢ εἰσεπράχθησαν ἀπὸ τοῦ θανάτου, νὰ ἐξοφλῇ τὰς ἐπειγούσας ὀφειλὰς καὶ τὰ χρέη τῆς κληρονομίας, τελικῶς νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον πρόσφορον ἵνα καταστήσῃ τὸ ἐνεργητικὸν καθαρὸν καὶ ρευστόν.

Ἐὰν ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς γνωστοποιήσεως τοῦ θανάτου εἰς τὸν Πρόξενον, δὲν παρουσιασθῶσιν οἱ κληρονόμοι ἢ ἄλλοι δικαιοῦχοι, ὁ Πρόξενος θὰ δύναται, ὑπὸ τὴν ἰδιότητά του ὡς νομίμου ἀντιπροσώπου τῶν ἀπόντων νὰ λαμβάνῃ ἀπὸ τὸν Ἐπίτροπον Διαχειριστὴν ἢ πᾶσαν ἄλλην Ἀρχήν, ἥτις τὰ κατέχει, τὰ μὴ ζητηθέντα μέρη τοῦ ἐνεργητικοῦ τῆς κληρονομίας. Θὰ ὀφείλῃ πρὸς τοῦτο, νὰ προσάγῃ πᾶν ἔγγραφον καὶ δικαιολογητικὸν ἀπαιτούμενα παρὰ τῶν κληρονόμων καὶ ἄλλων δικαιούχων. Ἡ κρίσις ἐπὶ πάσης αἰτήσεως καὶ ἀμφισβητήσεως προκειμένου περὶ διαδοχῆς ἐξ ἀδιαθέτου ἢ ἐκ διαθήκης, θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν ἢ ἄλλας ἁρμοδίας ἀρχὰς τῆς χώρας ἧς ἐτύγχανεν ὑπήκοος ὁ ἀποθανών, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι πᾶν ὅτι ἀφορᾷ τὰ ἀκίνητα θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἐγχώριον νομοθεσίαν.

Πᾶσα δήλωσις ἐναντίον τῆς κληρονομίας μὴ στηριζομένη ἐπὶ κληρονομικοῦ τίτλου ἢ διατάξεως τελευταίας βουλήσεως, δύναται νὰ κριθῇ ὑπὸ τῶν Δικαστηρίων τῆς χώρας τοῦ ἀνοίγματος τῆς κληρονομίας, ἐκτὸς ἐὰν ἡ ἀπαίτησις ἔχει ὡς ἀντικείμενον ἐμπράγματον δικαίωμα ἐπὶ ἀκινήτου κειμένου ἐκτὸς τῆς χώρας ταύτης.

Ἄρθρον 25.

Ὁσάκις ὑπήκοοι ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, ἀπόντες ἢ ἀνίκανοι καὶ μὴ ἀντιπροσωπευόμενοι, ἔχουν συμφέρον εἰς κληρονομίαν ἀνοιχθεῖσαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἄλλου Κράτους, οἱαδήποτε καὶ ἂν ᾖ ἡ ἐθνικότης τοῦ ἀποθανόντος, ὁ Πρόξενος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ αἰτῆται παρὰ τῆς ἁρμοδίας τοπικῆς ἀρχῆς τὴν λῆψιν τῶν μέτρων ἐκείνων εἰς τὰ ὁποῖα καὶ ὁ ἴδιος δικαιοῦται νὰ προβῇ συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 22 καὶ 24 παραγρ. 1.

Ἄρθρον 26.

Οἱ Πρόξενοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται, συμμορφούμενοι πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύι κανονισμούς, νὰ διευκολύνωσι τὴν εἴσοδον καὶ τὴν ἔξοδον τῶν πλοίων ἅτινα φέρουσι τὴν ἐθνικὴν των σημαίαν καὶ νὰ τοῖς παρέχωσι πᾶσαν ἀναγκαίαν βοήθειαν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς τῶν ἀνωτέρω πλοίων εἰς λιμένα τῆς Προξενικῆς των περιφερείας. Οἱ Πρόξενοι θὰ δύνανται ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν πλοίων τῶν φερόντων τὴν ἐθνικήν των σημαίαν, νὰ ἀνακρίνωσι τοὺς πλοιάρχους καὶ τὸ πλήρωμα καὶ νὰ συλλέγωσι πληροφορίας ἀπὸ τοὺς ἐπιβάτας, νὰ ἐξετάζωσι τὰ ἔγγραφα τοῦ πλοίου, νὰ συντάσσωσι διασαφήσεις ἐμπορευμάτων, νὰ δέχωνται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δηλώσεις ἐπὶ τοῦ ταξειδίου, τοῦ προορισμοῦ καὶ τῶν συμβάντων κατὰ τὸν πλοῦν, καὶ νὰ προβαίνωσι, διὰ παντὸς ἐμπειρογνώμονος, εἰς πᾶσαν ἐπαλήθευσιν εἰς περίπτωσιν ἀβαρίας ἢ εἰς πᾶσαν ἔρευναν εἰς περίπτωσιν ἀτυχήματος, ὁσάκις ἡ ἐπαλήθευσις αὕτη ἢ ἡ ἔρευνα προβλέπωνται ὑπὸ τοῦ Ἐθνικοῦ των Νόμου.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Δικαστικῶν καὶ Διοικητικῶν Ἀρχῶν καθὼς καὶ οἱ τελωνειακοὶ ὑπάλληλοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπιχειρῶσιν εἰς λιμένα ὅπου ἐδρεύῃ ὁ Πρόξενος τοῦ ἑτέρου Μέρους, ἐπὶ ἐμπορικῶν πλοίων φερόντων τὴν ἐθνικὴν σημαίαν, οὔτε ἀναζητήσεις οὐδὲ ἐρεύνας, οὐδὲ νὰ προβαίνωσιν εἰς συλλήψεις, ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως τοῦ ἐπ' αὐτοφώρῳ ἀδικήματος, οὐδὲ νὰ προβαίνωσιν εἰς τὴν λῆψιν οἱωνδήποτε μέτρων συνεπαγομένων χρῆσιν μέσων ἐξαναγκασμοῦ χωρὶς νὰ προειδοποιῶσιν προηγουμένως, ἢ, εἰς ἐπειγούσας περιπτώσεις, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς λήψεως τῶν ἀναγκαίων μέτρων, τὸν Πρόξενον τοῦ Κράτους εἰς ὃ ἀνήκει τὸ πλοῖον, ἵνα ὁ τελευταῖος οὗτος δυνηθῇ νὰ παραστῇ.

Αἱ τοπικαὶ Ἀρχαὶ ὀφείλουν ἐπίσης νὰ εἰδοποιοῦν ἐγκαίρως τὸν Πρόξενον ἵνα δύναται νὰ παρίσταται κατὰ τὰς δηλώσεις εἰς τὰς ὁποίας οἱ Κυβερνῆται ἢ τὸ πλήρωμα θὰ εἶχον νὰ προβοῦν ἐνώπιον τῶν τοπικῶν Δικαστηρίων ἢ τῶν τοπικῶν Διοικητικῶν Ἀρχῶν. Ἡ πρόσκλησις ἥτις θὰ ἀπευθύνηται εἰς τὰς προμνησθείσας περιπτώσεις εἰς τοὺς Προξένους, θὰ καθορίζῃ τὸν τόπον καὶ χρόνον τοῦ ληπτέου μέτρου. Ἐὰν οἱ Πρόξενοι ἀμελήσωσι νὰ μεταβῶσιν αὐτοπροσώπως ἢ νὰ ἀντιπροσωπευθῶσι δι' ἀντιπροσώπου, ἡ διαδικασία θὰ προχωρῇ ἐν ἀπουσίᾳ αὐτῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην αἱ τοπικαὶ Ἀρχαὶ θὰ πρέπει νὰ πληροφορῶσιν περὶ αὐτοῦ ἄνευ χρονοτριβῆς τὸν Πρόξενον καὶ νὰ δηλώνωσιν ἐν ἀνάγκῃ, τοὺς λόγους τοῦ ἐπείγοντος. Τὸ αὐτὸ θὰ λαμβάνῃ χώραν καὶ ὅταν ὁ Πρόξενος δὲν διαμένει εἰς τὸν λιμένα τοῦτον.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ ἐπέμβασις τῶν Προξένων δὲν θὰ αἰτῆται διὰ τὴν παρὰ τῶν τοπικῶν Ἀρχῶν ἐκπλήρωσιν τῶν συνήθων διατυπώσεων κατὰ τὴν ἄφιξιν καὶ τὴν ἀναχώρησιν τῶν πλοίων συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τῆς ναυσιπλοΐας, τελωνείων καὶ ὑγείας.

Ἄρθρον 27.

Οἱ Πρόξενοι, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ

τῆς Νομοθεσίας τοῦ Κράτους ὅπερ τοὺς διώρισεν, εἶναι ἀποκλειστικῶς ἐπιφορτισμένοι διὰ τὴν τήρησιν τῆς ἐσωτερικῆς τάξεως ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν πλοίων τῶν φερόντων τὴν ἐθνικὴν των σημαίαν.

Θά δύνανται νὰ ἀναθέτωσι ἐν ἀνάγκῃ τὰ καθήκοντα τοῦ πλοιάρχου εἰς πρόσωπον τῆς ἐκλογῆς των καὶ νὰ ἀντικαθιστοῦν τοὺς ἀξιωματικοὺς καὶ τοὺς ἄνδρας τοῦ πληρώματος.

Θά κανονίζουν οἱ ἴδιοι, συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους τοῦ Κράτους των τὰς πάσης φύσεως διαφορὰς αἵτινες θὰ ἀνεφύοντο μεταξὺ τοῦ πλοιάρχου, τῶν ἀξιωματικῶν καὶ τῶν ναυτῶν τῶν πλοίων των καὶ εἰδικῶς τὰς διαφορὰς τὰς σχετικὰς πρὸς τὸν μισθὸν ἢ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ἀναληφθεισῶν ἀμοιβαίων ὑποχρεώσεων.

Αἱ τοπικαὶ ἀρχαὶ δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπέμβωσιν παρὰ μόνον ὅταν γεγονότα ἐπισυμβάντα ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν πλοίων θὰ εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ διαταράττωσι τὴν δημοσίαν ἡσυχίαν ἐπὶ τῆς ξηρᾶς ἢ ἐντὸς τοῦ λιμένος ἢ ὅταν διεπράχθη ἀδίκημά τι εἰς τὸν ὁποῖον εὑρίσκεται ἀναμεμιγμένον πρόσωπον τῆς χώρας ἢ μὴ ἀποτελοῦν μέρος τοῦ πληρώματος ἢ ὅταν πρόκειται περὶ ἀδικήματος χαρακτηριζομένου ὡς κακουργήματος ὑπὸ τῆς τοπικῆς Νομοθεσίας. Εἰς τὰς περιπτώσεις ταύτας αἱ ἀναφερθεῖσαι Ἀρχαὶ θὰ περιορίζωνται εἰς τὸ νὰ παρέχουν τὴν ὑποστήριξίν των εἰς τοὺς Προξένους ἐὰν ταῖς ζητηθῇ αὕτη διὰ νὰ εὐκολύνουν τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν προξενικῶν των καθηκόντων.

Ἄρθρον 28.

Οἱ Πρόξενοι θὰ δύνανται νὰ προκαλῶσι τὴν σύλληψιν ὡς καὶ τὴν ἐπάνοδον, εἴτε ἐπὶ τοῦ πλοίου εἴτε εἰς τὴν πατρίδα των, τῶν ἀξιωματικῶν, τῶν ναυτῶν καὶ πάντων τῶν λοιπῶν προσώπων, ἀποτελούντων μέρος, ὑφ' οἱανδήποτε ἰδιότητα, τῶν πληρωμάτων τῶν πλοίων τῶν φερόντων τὴν σημαίαν τοῦ κράτους των, οἵτινες ἤθελον λιποτακτήσει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Πρὸς τοῦτο ὀφείλουσι ν' ἀπευθύνωνται ἐγγράφως πρὸς τὰς ἐπιτοπίους ἁρμοδίας Ἀρχὰς καὶ νὰ δικαιολογοῦν, προσάγοντες τὰ βιβλία τοῦ πλοίου ἢ τὸ ναυτολόγιον ἢ ἐλλείψει τούτων ἐπίσημον ἀπόσπασμα τῶν ἐν λόγῳ βιβλίων, ὅτι τὰ ἀναζητούμενα πρόσωπα ἀνῆκον ὄντως εἰς τὸ πλήρωμα.

Εἰς οὓς τόπους δὲν θὰ ὑπῆρχε Πρόξενος, ἡ αἴτησις παραδόσεως δύναται ν' ἀπευθύνηται πρὸς τὰς ἐπιτοπίους Ἀρχὰς παρὰ τοῦ Κυβερνήτου τοῦ σκάφους, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς τηρήσεως τῶν διατυπώσεων τῶν διαγραφομένων ὑπὸ τῆς παρούσης παραγράφου.

Ἐπὶ τῇ οὕτως ἠτιολογημένης αἰτήσεως, ἡ παράδοσις τῶν λιποτακτῶν δὲν θὰ δύναται νὰ ἀποκρουσθῇ εἰμὴ μόνον ἐὰν ὁ λιποτάκτης κατέστη ἔνοχος, ἐπὶ τῆς ξηρᾶς, κακουργήματος ἢ πλημμελήματος. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ ἐπιτόπιος ἀρχὴ θὰ δύναται νὰ ἀναβάλῃ τὴν παράδοσιν, μέχρις ὅτου τὸ ἐπιτόπιον ἁρμόδιον δικαστήριον ἐκδόσῃ τὴν ἀπόφασίν του καὶ τύχῃ αὕτη πλήρους καὶ ὁλοκλήρου ἐκτελέσεως. Θὰ παρέχηται ἐπὶ πλέον, εἰς τοὺς Προξένους, βοήθεια καὶ συνδρομὴ διὰ τὴν ἀναζήτησιν καὶ τὴν σύλληψιν τῶν λιποτακτῶν τούτων.

Οὗτοι θὰ ὁδηγῶνται εἰς τὰς φυλακὰς τῆς χώρας καὶ θὰ κρατῶνται εἰς αὐτὰς τῇ ἐγγράφῳ αἰτήσει καὶ δαπάναις τοῦ Προξένου, μέχρι τῆς στιγμῆς καθ' ἣν θὰ ἐπιβιβασθῶσι πάλιν ἐπὶ ἐθνικοῦ πλοίου ἢ παλινοστηθῶσι. Πάντως, ἡ κράτησις δὲν θὰ δύναται νὰ παραταθῇ πέραν τῶν δύο μηνῶν. Παρελθούσης τῆς προθεσμίας ταύτης, οἱ λιποτάκται θ' ἀπελευθερώνωνται, τοῦ Προξένου δεόντως εἰδοποιουμένου τρεῖς ἡμέρας προηγουμένως.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ἐπὶ πλέον ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν ἀξιωματικῶν, ναυτῶν καὶ λοιπῶν προσώπων ἀποτελούντων μέρος τοῦ πληρώματος, ὑπηκόων τῆς χώρας ἐντὸς τῆς ὁποίας ἐλιποτάκτησαν.

Ἄρθρον 29.

Ἅπασαι αἱ ἐνέργειαι διασώσεως τῶν πλοίων ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ναυαγησάντων ἢ προσαραξάντων ἐπὶ τῶν ἀκτῶν τοῦ ἑτέρου Μέρους, θὰ διευθύνωνται ὑπὸ τῶν Προξένων εἰς οὓς ὑπόκεινται τὰ πλοῖα.

Ἐν ἀπουσίᾳ καὶ μέχρι τῆς ἀφίξεως τοῦ Προξένου ἀμέσως εἰδοποιουμένου, ἢ τοῦ προσώπου ὅπερ οὗτος θὰ ἐξουσιοδοτήσῃ πρὸς τοῦτο, αἱ ἐπιτόπιοι Ἀρχαὶ δέον νὰ λάβουν ὅλα τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν ἀτόμων καὶ διαφύλαξιν τῶν ναυαγησάντων πραγμάτων.

Πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἤθελε ἀπευθυνθῇ σχετικὴ πρὸς τοῦτο αἴτησις τοῦ Προξένου, αἱ ἐπιτόπιοι Ἀρχαὶ δὲν θὰ ἐπεμβαίνουν, εἰμὴ μόνον πρὸς διατήρησιν τῆς τάξεως, ἐξασφάλισιν τῶν συμφερόντων τῶν ναυαγοσωστῶν, ἐὰν οὗτοι εἶναι ξένοι πρὸς τὰ ναυαγήσαντα πληρώματα, καὶ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐκτελέσεως τῶν τηρητέων διατάξεων διὰ τὴν εἴσοδον καὶ ἔξοδον τῶν διασωθέντων ἐμπορευμάτων.

Ἐὰν τὸ πλοῖον ἐναυάγησεν ἢ ἐξώκειλεν ἐντὸς τῆς περιοχῆς ἢ εἰς τὴν εἴσοδον τοῦ λιμένος, αἱ ἐπιτόπιοι Ἀρχαὶ θὰ δύνανται νὰ καθορίσουν τὰ θεωρούμενα ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς προστασίαν τῆς κινήσεως καὶ ἀποσοβήσεως πάσης ζημίας τοῦ λιμένος, τῶν ἐγκαταστάσεών του καὶ τῶν ἐν αὐτῷ εὑρισκομένων πλοίων.

Οἱ ἰδιοκτῆται τῶν πλοίων καὶ τῶν ἐμπορευμάτων ὡς καὶ οἱ ναυαγοσῶσται δὲν θὰ ὑποχρεῶνται λόγῳ τῆς ἐπεμβάσεως τῶν ἐπιτοπίων Ἀρχῶν, εἰς ἄλλας δαπάνας πλὴν ἐκείνων αἵτινες ἀπαιτοῦνται λόγῳ τῶν ἐργασιῶν διασώσεως καὶ διαφυλάξεως τῶν διασωθέντων ἐμπορευμάτων, ἢ ἐκείνων εἰς ἃς ὑπόκεινται εἰς παρομοίας περιπτώσεις οἱ ἰθαγενεῖς.

Τὰ διασωθέντα ἐμπορεύματα δὲν θὰ ὑποβληθοῦν εἰς οὐδένα τελωνειακὸν δασμὸν ἐὰν πρόκειται νὰ ἐπανεξαχθοῦν πράγματι ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους.

Ἐν περιπτώσει ἀμφιβολίας περὶ τῆς ἐθνικότητος τῶν ναυαγησάντων πλοίων, μόνον αἱ ἐπιτόπιοι Ἀρχαὶ θὰ εἶναι ἁρμόδιαι διὰ τὴν λῆψιν τῶν μέτρων τῶν μνημονευομένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ.

Ἄρθρον 30.

Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς, εἰς τὰς συνομολογηθείσας συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἐφοπλιστῶν, φορτωτῶν ἢ ἀσφαλιστῶν, δὲν θὰ ὑπάρχουν ἀντίθετοι διατάξεις, αἱ ἀβαρίαι τὰς ὁποίας τὰ πλοῖα ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπέστησαν ἐν πλῷ, εἴτε εἰσῆλθον εἰς τοὺς λιμένας ἐκουσίως ἢ συνεπείᾳ ἀναγκαστικῆς προσεγγίσεως, θὰ κανονίζωνται ὑπὸ τῶν Προξένων των, ἐκτὸς ἐὰν ὑπήκοοι τῆς χώρας διαμονῆς τοῦ τελευταίου τούτου, ἢ ὑπήκοοι τρίτης δυνάμεως ἐνδιαφέρωνται διὰ τὰς ἀβαρίας ταύτας. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ καὶ ἐλλείψει φιλικοῦ συμβιβασμοῦ μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν, αἱ ἀβαρίαι θὰ κανονίζωνται ὑπὸ τῶν ἐπιτοπίων Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 31.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως αἱ ἀφορῶσαι τὰ καθήκοντα τῶν Προξένων, θὰ ἐφαρμόζωνται ὁμοίως ἐπὶ τῶν διπλωματικῶν Πρακτόρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἵτινες θὰ εἶναι ἐπιφορτισμένοι διὰ προξενικῶν καθηκόντων καὶ ὧν ὁ διορισμὸς θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῇ εἰς τὸ ἕτερον Μέρος διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 32.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσι ὅτι τὰ πλέον ἐκτεταμένα πλεονεκτήματα ἅτινα τὸ ἓν ἐξ αὐτῶν ἤθελε παραχωρήσει πρὸς ὑπηκόους ἢ ἑταιρείας ἄλλου τρίτου Κράτους, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ θέματα τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως, θὰ ἐκτείνωνται αὐτοδικαίως εἰς τοὺς ὑπηκόους ἢ τὰς ἑταιρείας τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Πάντως αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως αἱ σχετικαὶ πρὸς τὴν μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους δὲν θὰ ἐφαρμόζωνται :

α') Εἰς τὰ πλεονεκτήματα ἅτινα παρεχωρήθησαν ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ παραχωρηθῶσι εἰς ὅμορόν τι Κράτος διὰ τὴν διευκόλυνσιν τοῦ συνοριακοῦ ἐμπορίου.

β') Εἰς τὰ πλεονεκτήματα ἅτινα παρεχωρήθησαν ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ παραχωρηθῶσιν εἰς τρίτον Κράτος δυνάμει τελωνειακῆς ἢ οἰκονομικῆς ἑνώσεως.

γ') Εἰς τὰ πλεονεκτήματα ἅτινα παρεχωρήθησαν ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ παραχωρηθῶσι δυνάμει εἰδικῶν συμβάσεων πρὸς τρίτον Κράτος ἐπὶ σκοπῷ ἀποφυγῆς τῶν περι-

πτώσεων διπλῆς φορολογίας ἢ ἐξασφαλίσεως ἀμοιβαίας προστασίας εἰς φορολογικὰ ζητήματα.

γ') Εἰς τὰ πλεονεκτήματα τὰ ὁποῖα ὁ Λίβανος παρεχώρησεν ἢ θὰ ἠδύνατο νὰ παραχωρήσῃ εἰς τὰς χώρας Μέλη τοῦ Συνασπισμοῦ τῶν Ἀραβικῶν Κρατῶν, ἐφ' ὅσον τὰ πλεονεκτήματα ταῦτα δὲν θὰ ἔχουν ἐπεκταθῇ ἐπὶ οἱασδήποτε ἄλλης χώρας.

Ἄρθρον 33.

Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη συμφωνοῦν νὰ ὑποβάλλουν εἰς διαιτησίαν πάσας τὰς διαφορὰς αἵτινες θὰ προέκυπτον μεταξύ των ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ἢ ἑρμηνείαν τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ αἵτινες δὲν ἠθελε καταστῇ δυνατὸν νὰ κανονισθοῦν φιλικῶς ἐντὸς λογικῆς προθεσμίας διὰ τῶν συνήθων διπλωματικῶν μέσων.

Ἡ ἀπόφασις τοῦ Δικαστηρίου θὰ ὑποχρεώνῃ τὰ Μέρη. Διὰ κάθε διαφορὰν τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον θὰ σχηματίζεται τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν καὶ κατὰ τὴν ἀκόλουθον τρόπον :

Ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μηνός, ἀρχομένου ἀπὸ τῆς παρουσιάσεως τῆς αἰτήσεως, ἕκαστον Κράτος θὰ καθορίσῃ τὸν Διαιτητήν του καὶ θὰ ὁρίσῃ τὴν προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας οἱ δύο Διαιτηταὶ θὰ πρέπῃ νὰ ἔχουν ἐκδόσει τὴν ἀπόφασίν των.

Ἐὰν τὰ δύο Κράτη δὲν συμφωνοῦν ἐπὶ τῆς προθεσμίας ἐντὸς τῆς ὁποίας οἱ δύο Διαιτηταὶ θὰ πρέπῃ νὰ ἔχουν ἐκδόσει τὴν ἀπόφασίν των ἢ ἐὰν οἱ δύο Διαιτηταὶ δὲν κατορθώνουν νὰ διακανονίσουν τὴν διαφορὰν ἐντὸς τῆς ταχθείσης αὐτοῖς προθεσμίας, ἢ ἐὰν τὰ δύο Κράτη δὲν συμφωνοῦν ἐπὶ τῆς ἐκλογῆς τοῦ τρίτου Διαιτητοῦ, ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μηνός, ἀρχομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν θὰ ἔχῃ διατυπωθῇ ἡ αἴτησις διορισμοῦ τοῦ τρίτου Διαιτητοῦ, τὸ ἐπισπεῦδον Μέρος θ' ἀπευθυνθῇ πρὸς τὸν Πρόεδρον τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης, πρὸς διορισμὸν τοῦ τρίτου τούτου Διαιτητοῦ μεταξὺ τῶν ὑπηκόων τρίτων Κρατῶν.

Ἡ διαδικασία τὴν ὁποίαν οἱ δύο Διαιτηταὶ θὰ πρέπῃ νὰ τηρήσουν, ἐὰν δὲν ἐρρυθμίσθη ἄλλως ὑπὸ εἰδικοῦ συνυποσχετικοῦ τῶν δύο Κρατῶν, συνομολογηθέντος τὸ βραδύτερον κατὰ τὴν ὑπόδειξιν τῶν Διαιτητῶν, θὰ ρυθμισθῇ συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 57 καὶ τοῖς ἄρθροις 59 μέχρι 85 τῆς συμβάσεως τῆς Χάγης τῆς 18 Ὀκτωβρίου 1907. Ἐν περιπτώσει διορισμοῦ τρίτου Διαιτητοῦ, τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον οὕτω συντεθειμένον, θὰ προσδιορίσῃ τὴν διαδικασίαν του καὶ θὰ κανονίσῃ τὴν διαφοράν.

Ὅλαι αἱ ἀποφάσεις τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου θὰ ἐκδίδωνται κατὰ πλειοψηφίαν.

Παρὰ τὰς διατάξεις αἵτινες προηγοῦνται, ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιφυλλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα νὰ γνωστοποιῇ πρὸς τὸ ἕτερον Μέρος, ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς μηνός, ἀρχομένης ἀπὸ τῆς παρουσιάσεως τῆς αἰτήσεως διαιτησίας, τὴν προτίμησίν του ὑποβολῆς τῆς διαφορᾶς εἰς τὸ Διαρκὲς Δικαστήριον Διεθνοῦς Δικαιοσύνης.

Κοιναὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 34.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ καὶ αἱ ἐπικυρώσεις της θὰ ἀνταλλαγοῦν ἐν Βηρυττῷ.

Συνομολογεῖται διὰ περίοδον πέντε ἐτῶν, ἀνανεωτέαν διὰ σιωπηρᾶς παρατάσεως, ἐὰν τὸ ἓν ἢ τὸ ἕτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν τὴν καταγγείλῃ ἓξ μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς τρεχούσης περιόδου.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ Πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν συντεταγμένην εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Βηρυττῷ τῇ 6ῃ Ὀκτωβρίου 1948

Νικόλαος Χατζηβασιλείου

Mohamed Ali Hamade

Βηρυττὸς τῇ 6ῃ Ὀκτωβρίου 1948

Κύριε Ἐπιτετραμμένε,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω Ὑμῖν ὅτι, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐγκατάστασιν τῶν Ἑλλήνων ὑπηκόων ἐν Λίβανῳ καὶ τῶν Λιβανίων ὑπηκόων ἐν Ἑλλάδι καὶ τὴν ὑπ' αὐτῶν ἄσκησιν ἐπαγγελμάτων καὶ τεχνῶν συνεφωνήθη ὅτι ἡ Λιβανικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ λάβουν, κατὰ τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ ὑπ' ὄψιν τὰ κεκτημένα δικαιώματα, ἐμπνεόμεναι ἐπὶ τοῦ προκειμένου ἐκ τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

Δέξασθε, Κύριε Ἐπιτετραμμένε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου πρὸς Ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Ὁ Ὑπουργὸς τῶν Ἐξωτερικῶν
καὶ τῶν Λιβανίων τοῦ Ἐξωτερικοῦ
Ὁ Προσωρινὸς Γενικὸς Διευθυντὴς
Διευθυντὴς τῶν Πολιτικῶν Ὑποθέσεων

M. Ali Hammade

Κύριον Νικόλαον Χατζηβασιλείου
Ἐπιτετραμμένον τῆς Ἑλλάδος
Βηρυττὸς

(2)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1274.

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως διατάξεών τινων περὶ ἀπογραφῆς Δωδεκανησίων Ναυτικῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΕ' τῆς 21 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

1. Ἐντὸς ἑξαμήνου ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Νόμου δικαιοῦνται ν' ἀπογραφῶσι ὡς μαθητευόμενοι ναυτικοὶ ἢ ναυτικοὶ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Ν.Δ. 602)48 καὶ οἱ μὴ ἐγγεγραμμένοι εἰς τὰ κατὰ τὴν προϊσχύουσαν εἰς Δωδεκάνησον Νομοθεσίαν ἀναγνωριζόμενα Μητρῶα Ναυτικῶν Α' κατηγορίας ἐφ' ὅσον κέκτηνται τὰ προσόντα τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. 721)48 καὶ ἐπὶ πλέον τὰ ἑξῆς :

α) Νὰ εἶναι ἐγγεγραμμένος εἰς τὰ Μητρῶα Λήμου ἢ Κοινότητος τῆς Δωδεκανήσου.

β) Νὰ εἶναι κάτοχος προσωρινοῦ ναυτικοῦ φυλλαδίου μιᾶς τῶν κατωτέρω κατηγοριῶν.

Ι. Τῶν ἐκδοθέντων ὑπὸ τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως ἢ τῶν Δημάρχων ἢ τῶν Δημογεροντιῶν Δωδεκανήσου διὰ τοὺς κατοίκους Δωδεκανήσου ναυτικοὺς κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Βρεταννικῆς Στρατιωτικῆς Κατοχῆς τῆς Δωδεκανήσου.

ΙΙ. Τῶν ἐκδοθέντων ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Λιμενικῶν Ἀρχῶν Δωδεκανήσου ἢ τῶν ἐν Δωδεκανήσῳ ἐδρευουσῶν καὶ ἐπισήμως ἀνεγνωρισμένων Δωδεκανησιακῶν Ὀργανώσεων, πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ Νόμου 602)48 διὰ τοὺς ναυτικοὺς κατοίκους Δωδεκανήσου.

ΙΙΙ. Τῶν ἐκδοθέντων ὑπὸ τῶν ἐν Παλαιᾷ Ἑλλάδι ἐδρευουσῶν καὶ ἐπισήμως ἀνεγωρισμένων Δωδεκανησιακῶν Ὀργανώσεων πρὸ τῆς μετὰ τῆς λοιπῆς Ἑλλάδος ἑνσωματώσεως τῆς Δωδεκανήσου, διὰ τοὺς ναυτικοὺς ἐκ Δωδεκανήσου κατοίκους Παλαιᾶς Ἑλλάδος.

ΙV. Τῶν ἐκδοθέντων ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Λιμενικῶν Ἀρχῶν Δωδεκανήσου μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Α. Ν. 602)48 εἰς ναυτικοὺς κατοίκους Δωδεκανήσου ἀποκλειστικῶς πρὸς ἐπάνδρωσιν σπογγαλιευτικῶν πλοίων διὰ τὴν θερινὴν ἢ χειμερινὴν περίοδον τοῦ ἔτους 1948 ἢ τὴν θερινὴν ἔτους 1949.

V. Τῶν ἐκδοθέντων ὑπὸ Ἑλληνικῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν διὰ τοὺς ἐκ Δωδεκανήσου καταγομένους.

γ) Νὰ κέκτηται θαλασσίαν ὑπηρεσίαν ἐπὶ Ἑλληνικῶν ἢ ξένων ἐμπορικῶν πλοίων ἢ σπογγαλιευτικῶν τοὐλάχιστον ἓξ μηνῶν ἐντὸς τῆς τελευταίας τριετίας.

Τὸ προσὸν τῆς θαλασσίας ὑπηρεσίας δὲν ἀπαιτεῖται διὰ τοὺς κατόχους προσωρινῶν ναυτικῶν φυλλαδίων τοῦ ὑπεδ. IV τοῦ προηγουμένου ἐδαφίου ἐφ' ὅσον οὗτοι εἰργάσθησαν κατὰ μίαν πλήρη σπογγαλιευτικὴν περίοδον.

3. Ὡς προσωρινὸν ναυτικὸν φυλλάδιον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἄρθρου νοεῖται καὶ πᾶν πιστοποιητικὸν ἐκδοθὲν ἢ χρησιμοποιούμενον διὰ τὴν πιστοποίησιν τῆς ναυτικότητος τοῦ κατόχου καὶ διὰ τὴν ἐν αὐτῷ ἀναγραφὴν τῶν ναυτολογήσεων καὶ ἀπολύσεών του ἐκ τοῦ πλοίου ἢ καὶ διαβατήριον.

Ἄρθρον 2.

Ἐξαιρετικῶς ἐντὸς τῆς αὐτῆς ἑξαμήνου προθεσμίας τοῦ ἄρθρου 1 ἐπιτρέπεται ἡ ἀπογραφὴ ὡς μαθητευομένων ναυτικῶν, Ἑλλήνων τὸ γένος, ἐγγεγραμμένων ἢ μὴ εἰς τὰ μητρῶα ἀρρένων Δήμου ἢ Κοινότητος ἐφ' ὅσον οὗτοι κέκτηνται θαλασσίαν ὑπηρεσίαν ὡς δῦται ἐπὶ σπογγαλιευτικῶν κατὰ δύο τοὐλάχιστον πλήρεις σπογγαλιευτικὰς περιόδους ἐντὸς τῆς τελευταίας τριετίας.

Ἄρθρον 3.

Ἡ προθεσμία τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Ν. Δ. 602)48 παραταθεῖσα μέχρι τέλους Ἰουνίου 1949 διὰ τοῦ ἀπὸ 27.12.48 Β. Δ. παρατείνεται μέχρι τέλους Μαρτίου 1950.

Ἄρθρον 4.

Διὰ Διατάγματος προκαλουμένου ὑπὸ τοῦ ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργοῦ, δύναται ν' ἀνατεθῇ ἡ ἔκδοσις τῶν βιβλιαρίων μαθητευομένων ναυτικῶν καὶ τῶν φυλλαδίων ἐργατῶν θαλάσσης τῶν καταγομένων ἐκ τῆς Α' ναυτικῆς περιφερείας εἰς τὴν ὑπηρεσίαν Μητρώων (ΥΕΝ) ΠΕΘ ·— 4ον).

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΜΕΛΑΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ, ΕΜΜΑΝ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

(3)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1278.

Περὶ συνάψεως συμβάσεων περαιτέρω παροχῆς ὑπηρεσιῶν ὑπαλλήλων τοῦ Καπνολογικοῦ Ἱνστιτούτου.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΒ' τῆς 14 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἐπιτρέπεται εἰς τὸν Αὐτόνομον Ὀργανισμὸν Ἑλληνικοῦ Καπνοῦ νὰ συνάπτῃ συμβάσεις περαιτέρω παροχῆς ὑπηρεσιῶν πρὸς τὸ Καπνολογικὸν Ἱνστιτοῦτον ἢ γενικώτερον πρὸς τὸν Αὐτόνομον Ὀργανισμὸν Ἑλληνικοῦ Καπνοῦ μετὰ προσώπων, μεθ' ὧν εἶχον συναφθῇ συμβάσεις δυνάμει τοῦ Νόμου 495)45, λήγουσαι ἐντὸς τοῦ τρέχοντος ἔτους καὶ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους τῶν τελευταίων τούτων συμβάσεων ἢ ἄλλους τοιούτους.

Ἡ ἰσχὺς τῶν οὕτω συναφθησομένων συμβάσεων ἄρχεται ἀπὸ τῆς λήξεως τῶν προηγουμένων, δυναμένη νὰ παρατείνεται.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

(4)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1280.

Περὶ παρατάσεως τῆς ἰσχύος τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Α. Ν. 772)45 «περὶ προσλήψεως ἐκτάκτου δακτυλογραφικοῦ προσωπικοῦ παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ τῶν Ἐξωτερικῶν κ.λ.π.».

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΖ' τῆς 29 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Παρατείνεται ἐπὶ μίαν τριετίαν ἀπὸ τῆς λήξεώς της,

ἡ ἰσχὺς τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Α. Ν. ὑπ' ἀριθ. 772 τῆς 29)29 Δεκεμβρίου 1945.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον
Ὁ Πρόεδρος
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜΑΝ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

---

(5)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1281.

Περὶ συμπληρώσεως τοῦ ἄρθρου 42 τοῦ Νόμου 4952 ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΕ' τῆς 21 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Μετὰ τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 42 τοῦ Νόμου 4952 ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως προστίθενται ὑπ' ἀριθ. 1 δὶς καὶ 1 τρὶς αἱ κάτωθι παράγραφοι:

«1 δίς. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐπὶ τῶν Εὐαγῶν Σκοπῶν συντίθεται 1) ἐκ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ ὡς Προέδρου ἢ τοῦ νομίμου αὐτοῦ ἀναπληρωτοῦ, 2) ἐκ τῶν Διευθυντῶν τῆς Α' Πολιτικῆς Δ)σεως καὶ τῆς Δ)σεως Ἐκκλησιῶν καὶ Ἀποδήμου Ἑλληνισμοῦ ἢ τῶν ἀναπληρούντων αὐτοὺς Τμηματαρχῶν καὶ ἐνδεχομένως καὶ τῶν Διευθυντῶν τῶν λοιπῶν Πολιτικῶν Δ)σεων ἢ τῶν ἀναπληρωτῶν αὐτῶν, ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ θεμάτων τῆς ἰδίας αὐτῶν ἁρμοδιότητος, 3) ἐκ τριῶν ἑτέρων μελῶν διοριζομένων ἐπὶ διετεῖ θητείᾳ κατ' ἀπόλυτον ἐκλογὴν τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν, 4) τῆς Ἐπιτροπῆς μετέχει ὡς Γραμματεὺς ἄνευ ψήφου ὑπάλληλος μιᾶς τῶν ὡς ἄνω Δ)σεων ὁριζόμενος ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ.

1 τρίς. Ἡ Ἐπιτροπὴ συγκαλεῖται ὁσάκις κριθῇ ἀναγκαῖον παρὰ τοῦ Προέδρου αὐτῆς, αἱ δὲ ἀποφάσεις της λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν».

Πᾶσα διάταξις ἀντικειμένη εἰς τὸ παρὸν Ν. Δ. καταργεῖται.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον
Ὁ Πρόεδρος
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΣΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΙΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΚΑΙ ΣΦΡΑΓΙΣΤΗΡΙΟΥ
ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ

ότι από 1 Ιανουαρίου 1949 ωρίσθησαν οι όροι ετησίων συνδρομών και ή τιμή των τριμηνιαίως εκδιδομένων φύλλων της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως ως και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τω Δελτίω Ανωνύμων Εταιρειών και τω Παραρτήματι της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως, ως εξής:

ΟΡΟΙ ΕΤΗΣΙΩΝ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ ΚΑΙ ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ Κ.Α.Π.

1. Διά τό τεύχος Α	Δρχ.	60.000
2. » » τεύχος Β'	»	40.000
3. » » τεύχος Γ'	»	40.000
4. » » Παράρτημα	»	40.000
5. » » Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών	»	100.000
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	40.000
7. » » Δελτίον Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	20.000
8. » » Δι' άπαντα τα τεύχη, το Παράρτημα και τα Δελτία	»	300.000

Διά τους Δήμους και Κοινότητας του Κράτους ή ετησία συνδρομή ωρίσθη εις το ήμισυ της κατά τα ανωτέρω οριζομένης διά τους συνδρομητάς.

Επί πλέον των ποσών τούτων οι συνδρομηταί υποχρεούνται όπως καταβάλωσιν υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού Εθνικού Τυπογραφείου (Τ.Α.Π.Ε.Τ.) τα εξής κατά:

1) Διά τό τεύχος Α'	Δρχ.	10.000
2) » » » Β'	»	5.000
3) » » » Γ'	»	5.000
4) » » Παράρτημα	»	5.000
5) » » Δελτίον Ανων. Εταιρειών	»	20.000
6) » » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ	»	5.000
7) » » Δελτίον Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	2.000
8) Δι' άπαντα τα τεύχη	»	40.000

Η τιμή εκάστου φύλλου της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως ωρίσθη εις δρ. 500

Τα τέλη των δημοσιεύσεων ορίζονται ως εξής:

Α'. Εις το Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών

1. Των δικαστικών πράξεων	Δρχ.	24.000
2. Των καταστατικών Ανωνύμων Εταιρειών	»	600.000
3. Των τροποποιήσεων των καταστατικών των Ανωνύμων Εταιρειών	Δρχ.	150.000
4. Των ανακοινώσεων και προσκλήσεων εις γενικάς συνελεύσεις ως και των κατά το άρθρον 32 του Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	60.000
5. Των ανακοινώσεων των υπό διάλυσιν Ανωνύμων Εταιρειών κατά το Β. Δ. 20)5)1939	»	25.000
6. Των Ισολογισμών των Ανων. Εταιρειών	»	300.000
7. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζιτικών Εταιρειών	»	120.000
8. Των Υπουργικών αποφάσεων περί αναβολής συγκλήσεως των γενικών συνελεύσεων των Ανων. Εταιρειών	»	60.000
9. Των Υπουργικών αποφάσεων περί παροχής άδειας επεκτάσεως των εργασιών ασφαλιστικών Εταιρειών, ως και των εκθέσεων περιουσιακών στοιχείων	»	300.000
10. Των αποφάσεων περί εγκρίσεως τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	60.000
11. Των περί παροχής πληρεξουσιότητος προς αντιπροσώπευσιν εν Ελλάδι αλλοδαπών Εταιρειών	»	100.000
12. Των αποφάσεων περί συγχωνεύσεως Ανων. Εταιρειών	»	300.000

Β'. Εις το Παράρτημα.

1. Των δικαστικών πράξεων, προσκλήσεων και λοιπών δημοσιεύσεων	»	25.000
2. Των άδειων πωλήσεων ιαματικών ύδάτων	»	200.000

Ποσοστόν 5 ο)ο επί των ανωτέρω αναφερομένων τελών καταβάλλεται επί πλέον υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού Εθνικού Τυπογραφείου.

Αι πληρωμαί διά τας συνδρομάς και διά τα τέλη των δημοσιεύσεων ενεργούνται προκαταβολικώς εις τα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εισπράξεως (γραμματίου παραλαβής ή διπλοτύπου εισπράξεως), όπερ αποστέλλεται παρά του ενδιαφερομένου εις την Υπηρεσίαν του Εθνικού Τυπογραφείου.

Το υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού του Τ.Α.Π.Ε.Τ. εν τω Εθνικώ Τυπογραφείω, μίου των δημοσιεύσεων των Επαρχιών εισπράττεται υπό των Ταμείων Εθνικού Τυπογραφείου παυστόν εισπράττεται υπό του Ταμείου συμφώνως προς τα οριζόμενα διά της υπ' αριθ. 192378)3639 προκειμένου όμως περί εισπράξεων των συνδρομών και τελών Διευθύνσεως Δημοσίων Λογιστικού του Δημοσίου, αποδιδόμενων υπ' αυτών εις το ΤΑΠΕΤ του 1947 (Roneo 185) εγκυκλίου διαταγής της Γενικής;

Ο Διευθυντής

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΠΥΡΑΚΟΣ

(Από το Εθνικό Τυπογραφείο)